



Fifata

35 ans d'engagements paysans
pour l'agriculture familiale
à Madagascar



A méditer
par les femmes et les hommes
qui construiront demain

Septembre 1989 - Septembre 2024

Remerciements

Ce livre est le fruit d'un travail collectif qui a impliqué pendant plusieurs mois de nombreux salariés et leaders de Fifata et des autres organisations du Groupe Fifata.

Nous les remercions très chaleureusement et remercions en particulier Miangola RANDRIANASOLO pour la collecte et la consolidation de très nombreuses informations et notre grand frère Michel AMIRAUX pour le travail de synthèse.

Racines solides, branches étendues : l'évolution de Fifata depuis 35 ans.

En 1989 débute une remarquable histoire de solidarité entre agriculteurs malagasy issus de deux régions des Hautes Terres. Face au défi initial de la sécurité alimentaire, Fifata voit le jour pour le renforcement des compétences techniques des paysans, le financement de l'agriculture et l'accès à l'information.

Le problème de l'accès à la terre pousse ensuite Fifata à défendre les intérêts de ses membres pour la sécurisation foncière. Au fil du temps, d'autres enjeux émergent comme la nécessité d'un conseil agricole de proximité ou la formation des jeunes, futurs agriculteurs.

Au fil des années, Fifata étend son influence à d'autres régions, tout en restant fidèle à sa mission première : offrir aux agriculteurs membres les services essentiels dont ils ont besoin. Fifata place toujours les paysans au cœur de ses actions, poursuivant une aventure à la fois riche et mouvementée. Cette démarche se concrétise par l'émergence et le déploiement de services innovants, toujours mieux adaptés aux besoins des agriculteurs.

En 2024, forte de 35 années d'expérience, et après avoir connu des succès mais aussi traversé de nombreuses épreuves, Fifata continue de susciter l'enthousiasme dans les campagnes. Son objectif demeure la promotion et le développement d'une agriculture familiale professionnelle et compétitive, qui s'agrandit dans le respect de l'environnement.

Chaque action de Fifata est empreinte de l'engagement, de la conviction et du courage de ses leaders paysans, qui œuvrent sans relâche pour l'avenir de l'agriculture familiale malagasy.

Ce livre raconte l'histoire de ces femmes et de ces hommes engagés, fiers de leur métier, unis sous une même bannière : FIFATA

Roland RAKOTOVAO, Président de Fifata

Sommaire

1. Rester fidèle à soi-même.....	3
2. Fifata, une organisation paysanne née dans un contexte difficile	5
3. Fifata prend en charge tous les services	8
3.1. La formation, une des grandes signatures de Fifata	11
3.2. Faire entendre la voix des paysans.....	11
3.3. L'information.....	14
4. Des services s'émancipent dans un schéma contraint	16
4.1. Le financement	16
4.2. Les activités commerciales.....	19
5. Des services se structurent librement.....	21
5.1. La formation des leaders.....	21
5.2. La sécurisation foncière	28
6. De nouveaux services pour sortir de la dictature du riz	33
6.1. Des outils de diversification.....	33
6.2. La formation initiale des jeunes	39
6.3. Le conseil agricole de proximité	43
7. La nécessité de « faire groupe »	52
7.1. Les « combats » de Fifata nourris par les compétences des OPS.....	53
7.2. L'agroécologie, une compétence devenue transversale	54
7.3. Les paysans relais, l'affaire de tous	55
7.4. Elus et techniciens au-delà des frontières de leurs organisations	56

1. Rester fidèle à soi-même

Au cours des temps, depuis 1989, Fifata a précisé sa vision de l'agriculture. Elle demeure familiale, compétitive et professionnelle, tout en s'agrandissant et respectant mieux l'environnement.

Six présidents se sont succédé : Gervais Dieudonné, Jean Louis, Emile, Edmond, Mamy et Roland entraînant avec eux d'autres élus. Ils se sont engagés, acceptant des sacrifices dans leur vie personnelle, sans en tirer un profit, mais au risque de maladies ou d'accidents.

Les Présidents de Fifata

1989-1992 : Gervais Dieudonné RAKOTOMALALA

1993-1994 : Naivo Jean Louis RANDIMBY

1994-1997 : Emile RAKOTONDRAZAFY

1997-2000 : Edmond RAKOTONDRANAIVO

2000-2005 : Emile RAKOTONDRAZAFY

2006-2012 : Mamy RAJOHANESA

2013- : Roland RAKOTOVAO

Des services nouveaux et innovants se sont multipliés : la formation des leaders et des jeunes, l'information, le financement, la commercialisation et l'approvisionnement (sans grand succès jusqu'à ce jour), la sécurisation foncière, le conseil. Les intérêts des paysans ont été défendus partout où c'était possible.

Pour les porter, des structures diverses ont vu le jour : section locale, groupe de producteurs, fédération, confédération, plate-forme, organisation paysanne spécialisée, tournesol, groupe Fifata. La forme juridique s'est souvent cherchée : informelle, associative, coopérative...

Des partenariats multiples ont été conclus : avec l'Etat, des institutions internationales et étrangères, des agri-agences, des fondations, des associations caritatives...

S'en est suivi un foisonnement de projets, tous plus originaux les uns que les autres qu'il a fallu canaliser pour qu'ils s'adaptent à la volonté de Fifata de voir large et loin en restant elle-même.

Mais dans cette riche et tumultueuse aventure de 35 ans, Fifata a toujours parié sur le collectif... Et la solidarité paysanne. Elle n'a jamais oublié que là était la raison même de son existence. Les paysans sont toujours restés au centre de son action.

Il est arrivé que des vents contraires lui fassent approcher des récifs dangereux.

Ni les appétits personnels ou corporatistes, ni les rivalités de compétences, ni les logiques de projet, ni l'intérêt (mal compris) d'une structure ne l'ont jusqu'à présent détournée de ses ambitions premières.

Elle a développé son action pour les paysans par les paysans sur le temps long, envers et contre tout.

2. Fifata, une organisation paysanne née dans un contexte difficile

Le chemin que suit Fifata depuis 35 ans n'était pas tracé d'avance. L'histoire de Fifata, c'est d'abord une histoire d'hommes et de femmes. Ils ont inventé en marchant. N'existait au départ qu'une volonté, mais farouche : agir pour que les paysans malgaches sortent de la misère. Tout était à construire.

Dans les années 80-90, la plupart des habitants des zones rurales comptaient sur l'agriculture pour survivre, mais ne sortaient pas de la pauvreté. Les performances agricoles étaient faibles et loin d'être suffisantes pour subvenir aux besoins des paysans.

Le manque de fonds entraînait une faible utilisation d'intrants, la sous-alimentation et la mauvaise santé dégradaient la qualité du travail, la maigre production générait des revenus insuffisants. Et ainsi de suite. C'était un cercle vicieux.

En 1986, Fert, une agri-agence française (association de coopération internationale adossée à la profession agricole), a commencé à travailler avec l'association malgache AVEAAM (Association pour la Valorisation, l'Extension et l'Aménagement de la Moyenne Mania) autour de l'agriculture dans la vallée de la moyenne Mania, sur les Hautes Terres centrales. Au vu des difficultés auxquelles les paysans devaient faire face, Fert proposa à l'AVEAAM d'animer des groupes d'agriculteurs dans les villages pour qu'ils prennent eux-mêmes l'initiative de résoudre leurs problèmes par la concertation et la formation, et ce, via une organisation professionnelle locale. Ainsi, les paysans n'auraient pas besoin d'attendre de l'aide venant du gouvernement ou d'autres entités extérieures.

« On a remplacé à Madagascar des Suisses qui finançaient du petit développement local. Les paysans avaient demandé de refaire la route jusqu'au village. Fert leur a demandé : avez-vous des cailloux pour refaire la route ? les paysans ont répondu oui, et Fert leur a dit : on peut vous aider mais c'est à vous de refaire la route. C'est ça le développement pour Fert : accompagner les paysans à résoudre leurs propres problèmes. » Henri de Benoist, Président d'Honneur de Fert, 2023

La majorité des personnes pauvres vivent en zone rurale et dépendent de l'agriculture pour leur survie. A Madagascar, celle-ci a rencontré des difficultés au cours des dernières décennies : désorganisation, insuffisance des rendements causée par des techniques de production inadéquates, terrains insuffisamment cultivés. Mais aussi mauvaise conservation des récoltes, insécurité foncière et surtout croissance fragile et insuffisante de la production agricole, généralement inférieure à celle de la population.

Au total, il en résulte, selon les critères du Programme des Nations unies pour le Développement, un taux très élevé d'extrême pauvreté (80,7 % en 2023).

De 1986 à 1989, Fert, accompagnée d'une petite équipe malgache, sensibilisa les paysans dans plusieurs communes sur divers sujets techniques, notamment les semences, les techniques de production, l'organisation commerciale, le crédit, etc.

Le manque de financement de l'agriculture était alors considéré comme un obstacle majeur. Même si des banques telles que la BTM existaient, leurs procédures étaient lourdes, longues et coûteuses. Les usuriers, de leur côté, abusaient des paysans en leur imposant des taux d'intérêt atteignant parfois 100 à 150%.

Face à cette situation, les paysans demandèrent d'abord à Fert une possibilité de financement par un service de proximité. Une assemblée générale, réunissant 220 agriculteurs très déterminés

venant du Vakinankaratra et de l'Amoron'i Mania fut organisée à Antsirabe le 29 septembre 1989 pour officialiser cette volonté.

C'est ainsi que l'association *Fikambanana Fampivoarana ny Tantsaha* ou association pour le Progrès des Paysans, Fifata, a vu le jour. 35 ans après, elle est encore là, plus solide que jamais.

Déjà, dès la première assemblée générale, outre le financement, d'autres besoins avaient émergé qui furent précisés par la suite.

Nombreux étaient - et sont encore - les jeunes malgaches qui, déscolarisés dès leur jeune âge, faisaient de l'agriculture leur unique moyen de subsistance, non par choix mais par nécessité. Aucune formation ni technique, ni commerciale n'existait pour eux.

Les pratiques agricoles traditionnelles persistaient. Beaucoup de paysans doutaient de l'efficacité des nouvelles méthodes. Il fallait une approche concrète des innovations agricoles par la mise en place de parcelles d'essais et de démonstration.

Les paysans n'étaient pas seulement limités par leur manque de compétences techniques. Leur incapacité à s'exprimer, à défendre leurs idées et à trouver leur place dans les organisations paysannes étaient également des défis majeurs qui devaient être relevés.

L'insécurité foncière était un réel problème. Les paysans, ignorant leurs droits, étaient démunis face aux fréquents abus qu'il fallait dénoncer et sur lesquels il fallait informer. Les paysans étaient sous la coupe des collecteurs qui faisaient les prix en profitant du mauvais état des infrastructures routières et de la faible circulation de l'information.

Sur cette question, par exemple, dans sa recherche permanente de solutions aux problèmes des paysans, Fifata a organisé son deuxième congrès en 1999 sur le thème « Pour une meilleure commercialisation des produits agricoles » qui eut un franc succès.

3. Fifata prend en charge tous les services

Dans un premier temps, les services étaient mis en œuvre par Fifata elle-même. Ses sections locales avaient identifié les besoins prioritaires des exploitations et des services (épargne/crédit, commercialisation, approvisionnement, formation, information ...) sont nés progressivement. Face aux résultats positifs observés sur les revenus des agriculteurs, Fifata devint de plus en plus connue. Elle prit la décision de créer des fédérations régionales – ou Organisations Paysannes Régionales, OPR - pour améliorer les services offerts et élargir leur portée.

La première en 1999 fut la fédération des organisations paysannes du Vakinankaratra (VFTV), comptant 53 associations de base. Elle fut suivie par Fifatam dans l'Amoron'i Mania, regroupant 23 associations de base à sa création la même année.

En 2000, d'autres fédérations ont été créées, Vombo, dans le Bongolava, VFTM dans le Menabe, FFIS dans la Sofia.

En 2006, Vifam (Vovonana Iraisan'ny Fikambanana tantsaha Alaotra Mangoro), une confédération paysanne opérant dans la région Alaotra Mangoro, a rejoint Fifata.

En 2007, Fikotamifi (Fivondronan'ny Koperativa TAntsaha Mihary Faritra Itasy), une union de coopératives agricoles dans la région Itasy, a sollicité son adhésion à Fifata.

En 2009, c'était le tour de Sahi (Soa Ananana Harena Iombonana), basée dans la commune d'Ikalamavony en Haute Matsiatra, puis en 2012, de Fimpiama, organisation d'éleveurs de volailles de la même région.

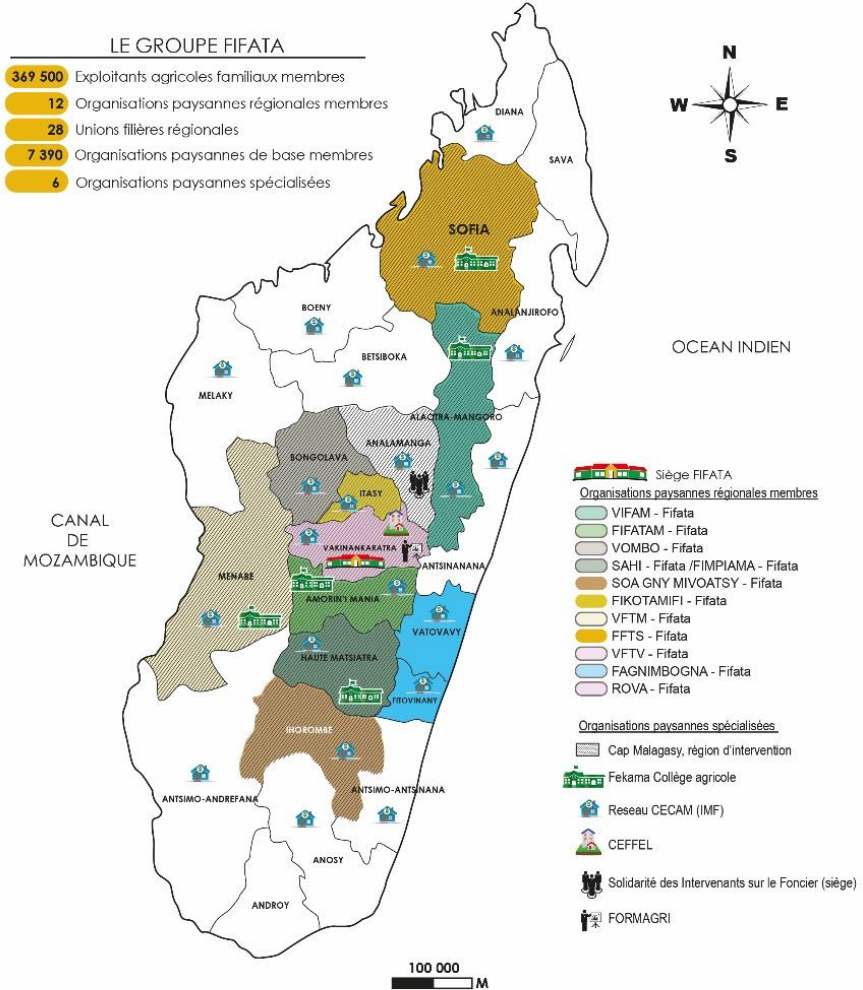
Fagnimbogna, dans les régions Vatovavy et Fitovinany, est membre de Fifata depuis 2012 et Soa Gny Mivoatsy, une confédération d'unions dans l'Ihorombe : Fimpia pour la filière poulet gasy et Fimpao pour la filière oignon et pommes de terre depuis 2012, et Fimpifi pour la pisciculture depuis 2013.

Même au début, ces OPR n'étaient pas un simple relais de Fifata en région. Elles étaient aussi forces de propositions pour les filières sur lesquelles elles choisissaient de travailler. Un exemple parmi d'autres : très tôt, vers 1999-2000, FFTS s'intéressa à la santé animale. En commençant par la formation de vaccinateurs villageois pour lutter contre la mortalité des poulets gasy. Et en finissant par construire un véritable service sur ce thème qui fit progressivement des émules. Grâce aux échanges d'expériences, à partir de 2015, toutes les OPR membres de Fifata purent bénéficier de ce service.

Enfin Rova, union de coopératives laitières du Vakinankaratra, est la douzième organisation paysanne régionale à avoir rejoint Fifata en 2020.

Dans la région Analamanga, à partir de 2015 et toujours en lien avec Fert, Fifata a déployé un large dispositif de conseil de proximité aux paysans de la région. Progressivement, ces derniers se sont organisés autour de services concrets (vaccination animale, commercialisation...) depuis le niveau local jusqu'au niveau régional, pour constituer la future treizième OPR de Fifata. Le positionnement proche de la capitale, des décideurs politiques et de l'accès aux grands marchés urbains en fait un enjeu particulier pour Fifata.

Le Groupe Fifata en 2024



3.1. La formation, une des grandes signatures de Fifata

Même si l'accès au crédit facilitait leur travail, ça ne suffisait pas. Les paysans se rendirent vite compte que des formations étaient indispensables. Au début, il s'agissait surtout d'améliorer la maîtrise de la production. Fifata a développé des modules de formation adaptés sur la production agricole et l'élevage, en faisant appel à l'expertise de prestataires.

La formation était une des activités principales proposées par les cinq premières grandes fédérations « historiques » de Fifata qui disposaient des ressources humaines nécessaires pour offrir des formations à leurs organisations de base. Ainsi, les agriculteurs, leaders paysans ou simples membres d'organisations paysannes de base, ont eu accès à des formations couvrant des aspects techniques, organisationnels et de gestion.

3.2. Faire entendre la voix des paysans

Fort de son ancrage de terrain et d'une gouvernance paysanne, Fifata s'est tout de suite donné pour mission de représenter les agriculteurs et de porter leurs voix, aussi bien au niveau national qu'international, afin que leurs intérêts soient pris en compte par l'Etat, comme par tout autre décideur national et/ou international. Qui peut mieux parler au nom des paysans que les paysans eux-mêmes ? Qui est plus légitime qu'eux pour les défendre, à condition naturellement qu'ils s'en soient donné les compétences ?

Qu'on l'appelle représentation, lobbying, plaidoyer, syndicalisme, il s'agit toujours de défendre les intérêts des paysans. Tenter d'avoir une influence auprès des décideurs suppose de faire nombre. Par le seul jeu de la croissance interne. Ce que permettait la multiplication des OP régionales.

Ou dans un collectif. La première réunion de mise en place de la Plate-forme des Organisations Paysannes de Madagascar a eu lieu le 16 mai 2000, rassemblant 16 organisations paysannes à vocation fédérative issues des 6 provinces. Malheureusement, cette plate-forme n'a pas abouti en raison de rivalités internes et de problèmes de leadership.

En 2005, nouvelle tentative. Ensemble, quatre organisations paysannes faitières - le réseau SOA, Koloharena, Fifata et CPM - ont fondé le KVTM (Komity Vovonan'ny Mpamokatra Tantsaha). Malheureusement, les activités du KVTM ont progressivement diminué jusqu'à reprendre temporairement force vers 2009 quand toutes les organisations paysannes se sont unies autour de la Tranoben'ny Tantsaha ou Chambre d'agriculture.

Car en juillet 2002, Marc Ravalomanana, alors Président de la République, a convié toutes les OP faitières (OPF) à une réunion et annoncé sa décision de créer une Chambre d'Agriculture à Madagascar, « Tranoben'ny Tantsaha Mpamokatra » (T'M) ce qui en a surpris plus d'un. Fifata et ses fédérations régionales se sont toujours battues pour avoir toute leur place dans sa gouvernance, aux niveaux national et régional. Mais ayant été créée sans fondement clair, sa capacité a représenté les intérêts des paysans reste fragile.

Fifata n'a jamais renoncé à défendre les intérêts des paysans. Des exemples :

En 1995 et en 2004, le président de Fifata de l'époque, Emile RAKOTONDRAZAFY, a exprimé son désaccord sur la mise en place d'un « filet de sécurité ». Il a fait alors plusieurs apparitions remarquées sur des chaînes télévisées.

En 2009, Fifata, avec d'autres OP faitières et la Chambre d'Agriculture nationale, a alerté les autorités malgaches sur la cession

de 1 300 000 hectares de terres arables à la société sud-coréenne Daewoo pour une durée de 99 ans.

En 2016, une lettre adressée au Ministre en charge de l'Agriculture et de l'Élevage a été rédigée et signée par toutes les OPF pour demander l'extension du Fonds de Développement Agricole aux 22 régions de Madagascar. Et affirmer que cet outil de financement agricole devait être géré par les agriculteurs.

Fifata cherche toujours à consolider ses alliances avec les autres OPF du pays. Forte de leur légitimité et de leur poids, face aux vigoureux coups de boutoir des tenants de l'agrobusiness, ensemble, elles doivent plus que jamais parler d'une voix puissante et unifiée au nom de l'agriculture familiale.

A l'initiative de Fifata, devenue une organisation paysanne majeure dans le pays, le dialogue politique avec le gouvernement a fortement progressé depuis 2015 avec la création du Comité National de l'Agriculture Familiale (Cnaf) Malagasy.

Fruit d'une collaboration entre Fifata et le Forum Rural Mondial (FRM) qui représente plus de 50 millions de familles d'agriculteurs et agricultrices sur les cinq continents et dont Fifata est membre, le Cnaf malagasy rassemble des organisations paysannes, instituts de recherche, centres de formation, ONG et plateformes œuvrant pour l'agriculture familiale. La présidence et la coordination technique confiées à Fifata soulignent la reconnaissance de son expertise.

Depuis 2020, le Cnaf collabore étroitement avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage pour élaborer le Plan d'Action National de la Décennie de l'Agriculture Familiale (Pandaf). Ce plan ambitieux vise à renforcer et professionnaliser l'agriculture familiale, tout en promouvant l'inclusion des femmes et des jeunes. Pour la période 2023-2024, le plan priorise des actions concrètes telles que l'amélioration de l'accès à la terre, le renforcement de capacités, et la mise à jour des données sur l'agriculture familiale.

Plus globalement, ses relations avec FRM permettent à Fifata de mieux plaider pour des politiques favorables à l'agriculture familiale et la promotion de pratiques agricoles durables.

Au niveau mondial aussi, la volonté existait. Fifata a rejoint la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (Fipa) en 1997. Comme plus tard, Fekritama et CPM.

La Fipa regroupait plus de 600 millions d'agriculteurs. Ses rencontres entre agriculteurs des pays développés et en développement étaient de très bonnes occasions, malgré la barrière de la langue, pour échanger et définir des priorités communes dans un contexte démocratique. En 2008, Merci MAHAKOSY, membre du CA de Fifata, s'est rendu au Bénin et, en 2010, Laurette RAKOTOARISON, trésorière de Fifata, au Kenya. La Fipa a cessé ses activités en 2012.

Fifata a récemment adhéré à SACAU, une confédération d'organisations paysannes d'Afrique australe. L'accès à la terre, la sécurité alimentaire et le changement climatique sont des questions largement débattues dans cette enceinte.

Cette affiliation permet à Fifata de bénéficier d'un large réseau, d'échanger des connaissances et des meilleures pratiques avec d'autres organisations agricoles de la région. Dans ce cadre, Fifata explore aussi des solutions innovantes pour améliorer l'accès au financement, aux marchés et aux technologies agricoles, ce qui profite à l'ensemble du groupe Fifata.

3.3. L'information

L'accès à l'information était identifié comme l'une des nécessités. La première édition de la gazette « Ireo Tantsaha Vaovao », ou « Voici les nouveaux paysans », a été publiée en 1990. Elle abordait des

sujets liés aux techniques de culture ainsi qu'à la commercialisation, le tout sur une seule page.

Puis elle s'est étoffée avec des informations relatives aux filières, sur les grands sujets d'actualité et les politiques agricoles, sur le développement rural.

Elle fournissait également à la profession agricole les outils nécessaires pour construire les arguments visant à défendre les intérêts des paysans.

La publication du Journal Ireo Tantsaha Vaovao a cessé en 2015 car elle nécessitait des moyens conséquents et ne répondait plus réellement aux attentes.

4. Des services s'émancipent dans un schéma contraint

Les services de formation, d'information et l'action syndicale vont rester rattachés à Fifata. Mais dès 1992-93, avec l'augmentation de la demande de services au sein de Fifata et la possibilité croissante de mobiliser des financements externes, une autre logique va s'imposer : confier chaque service à une organisation fille de Fifata, autonome. C'est ainsi que seront créés le réseau Cecam dans un premier temps (1993), puis les coopératives (1998).

L'architecture du siège de Fifata à Antsirabe rappelle cette volonté de filiation : « Fifata est au cœur du village, avec, de chaque côté, ses bras : les Cecam pour le crédit et les Coopératives pour le marché ».

4.1. Le financement

Les sections locales de Fifata ont expérimenté de 1986 à 1992 des groupes de caution solidaire, des caisses villageoises d'épargne et de crédit, des Comités Locaux d'Épargne et de Crédit (Clec). Ce sont les ancêtres des Cecam. Douze caisses ont été ainsi installées dans de modestes locaux équipés d'un coffre-fort et de quelques meubles.

Les Cecam

En 1993, un projet de promotion des Caisses d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuel (Cecam) vit le jour.

Les deux premières caisses Cecam furent ouvertes l'une dans le Vakinankaratra, l'autre dans l'Amoron'i Mania.

Après la promulgation des lois bancaires et mutualistes en 1996, les Cecam se sont regroupées en six Unions Régionales de Cecam : Urcecam (Vakinankaratra, Amoron'i Mania, Bongolava, Sofia,

Menabe, Itasy). Légalement reconnues comme institutions financières mutualistes, elles constituèrent ainsi le premier niveau d'institutionnalisation formelle. En 2000, l'Union Interrégionale de Cecam, l'Unicecam, a été créée.

Les Cecam ont pour mission principale de favoriser l'accès à des services de microfinance viables et durables à un maximum de ménages ruraux à faibles ou moyens revenus, ainsi qu'à des micro-entrepreneurs. Elle offre des services de proximité dans les zones rurales et urbaines. Les services que les Cecam proposent sont aujourd'hui très variés.

On peut y déposer son argent : plan d'épargne, dépôts à long terme, dépôts à vue.

Ou y contracter des crédits : immobiliers, productifs, solidaires, sur récolte (grenier communautaire), destinés aux jeunes de 21 à 35 ans ayant notamment des besoins en fonds de roulement (Vikina), pour des activités commerciales, de location-vente, avec éducation pour les femmes vulnérables...

Ce qui distingue les Cecam des autres institutions financières qui sont des sociétés anonymes, est que les Cecam sont constituées en société coopérative. Concrètement, au niveau communal, des caisses locales opèrent, regroupées au sein d'unités régionales appelées Urcecam. Ces dernières sont fédérées au niveau national au sein de l'Unicecam, l'organe central du réseau Cecam.

Le réseau Cecam est soutenu par des partenaires techniques et financiers tels que l'AFD, l'Union Européenne, l'APIFM, la Banque Mondiale, le Fida, Tany Meva, le PNUD et l'UNCDF.

Mais il a surtout bénéficié d'un très fort soutien de Fert depuis ses prémices au début des années 1990 jusqu'en 2005. Fert s'est pour cela associée à la Caisse de Crédit Agricole du Nord Est, rejointe par les Caisses régionales de crédit agricole de Centre Loire et de la

Réunion, au sein de l'association ICAR (Internationale de Crédit Agricole et Rurale) active de 1999 à 2017.

Solvables, les Cecam sont viables malgré les difficultés du monde rural. Cecam est reconnue par la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF) comme une IMF (Institution de Microfinance) de dépôts et de crédits.

Fin 2023, le réseau Cecam couvre 18 régions sur 23 avec 200 caisses ou guichets. Il a 334 878 membres dont 36% de femmes. Ses fonds propres s'élèvent à 117 milliards de MGA.

De nombreux bénéficiaires estiment que sans cet accès au crédit, le développement et le financement de leurs activités auraient été beaucoup plus lents et difficiles.

Avec un siège à son Conseil d'Administration, Cecam reste l'acteur spécialisé en matière de financement de l'agriculture le plus proche de Fifata. Et l'une des OPS (Organisations Paysannes Spécialisées) du Groupe Fifata.

D'autres instruments de financement

Le FDA

Le nouveau venu dans le paysage financier malgache, le Fonds de Développement agricole (FDA), Etablissement Public National à caractère administratif, a pour mission de faciliter, par des subventions, l'accès des producteurs aux services financiers. Le FDA a vu la disparition progressive de sa gestion paritaire initiale au détriment de la représentation des producteurs. Fifata, avec les autres OPF, s'est beaucoup battue contre cette remise en cause du rôle des paysans dans sa gouvernance, sans beaucoup de succès jusque-là.

Les GVEC, Fifatantsaha

Fifata encourage les solutions financières décidées et maîtrisées par les producteurs eux-mêmes qui leur permettent d'avoir accès à une trésorerie suffisante pour couvrir leurs besoins familiaux et agricoles. Fifata soutient un système d'épargne et de crédit local : le Groupement Villageois d'Entraide Communautaire, anciennement GVEC et nouvellement appelé par le groupe Fifata « Fifatantsaha », une forme moderne de tontine.

Il est complémentaire des autres modes de financement, car il permet une éducation à la gestion financière des agriculteurs.

Il est par ailleurs très structurant, son fonctionnement reposant sur des réunions hebdomadaires et la confiance entre les membres. Ce service, connaît une croissance rapide (619 Fifatantsaha sont opérationnels en 2024, bénéficiant à 10 080 membres dont près de 47% de femmes et 35% de jeunes) qui demande à être maîtrisée. Fifata encourage, notamment à travers sa commission « Finances », tous les échanges à son propos pour qu'une même vision se dégage, adaptable aux spécificités locales, avant d'aller plus loin dans une éventuelle formalisation ou l'intégration à un réseau.

4.2. Les activités commerciales

Les premières activités commerciales de Fifata ont été initiées dans des OP à vocation diverse (Comités locaux d'Approvisionnement et de Collecte - Clac, unions de Greniers Communs villageois - GCV) ... En adoptant l'idée de vente groupée, les Clac se transformèrent en coopératives de commercialisation et d'approvisionnement. Elles rassemblaient les produits des membres (principalement du riz et des légumineuses) pour obtenir un volume important à commercialiser et négocier des prix intéressants, tout en assurant la disponibilité locale de riz pendant la période de soudure grâce au stockage dans un lieu sécurisé.

A partir de 1994, des contraintes légales (Fifata avait participé à leur élaboration) ont conduit, comme pour les activités d'épargne-crédit, à autonomiser les activités commerciales au sein d'organisations spécialisées.

Les coopératives

Les premières coopératives du Vakinankaratra et d'Amoron'i Mania ont été créées en 1998 pour assurer la commercialisation des produits agricoles et l'approvisionnement en intrants. En deux ans, dans le cadre du projet Riposa, de 1998 à 2000, le nombre de coopératives et de membres a fortement augmenté, tout comme le nombre de magasins de stockage et d'approvisionnement.

Mais les chiffres d'affaires des coopératives n'ont pas progressé au même rythme. On notait de fortes disparités régionales et des fluctuations interannuelles importantes. De mauvaises campagnes agricoles, la faible progression du prix du paddy du fait d'importations massives de riz, mais aussi des problèmes de gestion et de gouvernance, une crise forte du mouvement coopératif dans certaines régions, et enfin l'arrêt du projet Riposa, ont conduit Fert et Fifata à se désengager de cette activité au fil des années, de 2000 à 2010, à l'exception de Fikotamifi en région Itasy et Rova en région Vakinankaratra.

Une centrale d'approvisionnement

L'idée de mettre en place une centrale d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles pour les agriculteurs avait émergé dès le 1^{er} congrès de Fifata en 1994. En 1995, une centrale d'achat (TPIT) avait été créée par Fifata et quatre autres organisations paysannes avec des représentations dans le Vakinankaratra, l'Itasy, l'Amoron'i Mania, le Menabe, la Sofia et le Bongolava.

Malheureusement, la TPIT et l'immense majorité des coopératives ont dû cesser leurs activités.

5. Des services se structurent librement

5.1. La formation des leaders

Formagri a été initiée après que les Cecam et les coopératives soient sorties de l'association Fifata. Cela avait semé la confusion chez les membres de Fifata qui ne comprenaient pas pourquoi les Cecam et les coopératives devaient sortir du statut associatif.

Formagri a donc formé et accompagné les leaders afin qu'ils puissent mieux se situer par rapport aux statuts juridiques correspondant à leurs activités. Une activité de microfinance n'a pas besoin du même cadre juridique qu'une activité commerciale. Par contre, il allait de soi que Fifata devait rester une association. Au final, il s'agissait de former des responsables capables de mieux gérer leurs organisations et d'être à même de représenter et défendre les intérêts des paysans.

A ses débuts, Formagri proposait deux cursus de formation : l'itinéraire Paysan et l'Université Paysanne. Formagri s'était forgée une solide réputation dans les années 90/2000, Malheureusement par manque de financement ayant engendré des problèmes de gouvernance, Formagri fut mise en veille de 2008 à 2019.

FFLP, Fifata Formation Leaders Paysans

Depuis l'arrêt de Formagri, la relève des leaders paysans n'était plus assurée au sein de Fifata. Ses fédérations étaient particulièrement conscientes de l'importance de former les jeunes de 20 à 35 ans.

Après, un atelier national en 2009 et un diagnostic des besoins des leaders des organisations des agriculteurs de base (OPB) réalisé par Cap Malagasy, la formation itinéraire paysans est devenue en 2012 Formation Leaders Paysans (FLP) porté dans un premier temps par Fert puis transférée à Fifata (FFLP) en 2019.

Son objectif, lié à la vie des OP, était de former la relève des leaders depuis la base jusqu'au niveau national, en les préparant à une gouvernance centrée sur le service aux membres et à remplir leurs missions syndicales.

Quatre parcours de formation ont été progressivement conçus et proposés aux membres de Fifata : leaders de proximité, jeunes agriculteurs, administrateurs d'OP régionale, tandem cadre-élu.

En plus des leaders paysans « classiques », FFLP a dû prendre en compte un nouveau public : les jeunes des collègues agricoles. Ce qui a donné lieu à un chantier de formation intitulé « Formation des Jeunes Agriculteurs Formés (formation JAF) », mené de 2013 jusqu'à ce jour. FFLP a ensuite mis à jour ses modules, contenus, approches et outils, élargissant la formation aux fédérations membres de Fifata ainsi qu'aux entités spécialisées du groupe.

FFLP subdivise sa formation en trois modules, un par session.

- Le premier module aborde trois principaux thèmes : la notion de leadership, les rôles et profil d'un leader, la mobilisation communautaire.
- Le deuxième comporte trois autres thèmes : la communication pour le changement de comportement, la vie associative et la technique de négociation.
- Le troisième clôt le cursus avec également trois thèmes : la confiance en soi, la communication avec les aînés et la construction d'une vision commune. Il examine notamment de près la relation avec les aînés, un aspect délicat sur le plan social.

En outre, FFLP propose un parcours de formation « Tandem cadres élus » qui a pour objectifs de consolider le lien entre élus et techniciens (particulièrement entre présidents et directeurs), d'ajuster le fonctionnement techniciens/élus, de participer à la construction d'une autonomie d'action et de gestion des OP et des OPS de Fifata souhaitée par Fert et Fifata, d'homogénéiser le niveau

de compétences des cadres et techniciens et définir avec eux leurs fonctions et de développer la confiance en soi, renforcer les compétences, encourager à la prise de décisions et à la prise de responsabilité.

Tout est fait pour, dans les formations de FFLP, maintenir l'attention des participants, des adultes qui doivent se sentir libres de s'exprimer : jeux, simulations, travaux de groupe et animations variées sont utilisés pendant les deux jours de formation. Les exposés doivent être équilibrés par rapport aux débats en termes de durée, en faisant appel à des exemples proches du quotidien des participants. Il est essentiel de prendre en compte les valeurs, les tendances et le contexte spécifique de la région d'intervention.

FFLP utilise principalement des supports visuels tels que des photos, des images et peu de texte. À la fin des sessions, les participants reçoivent un mémo de formation de vingt pages.

« La formation de leaders paysans est l'une des actions de Fifata les plus demandées. En tant que porteurs de changement, les leaders paysans sont des piliers pour le développement de l'OP et pour le développement tout court. »

Roland RAKOTOVAO, Président de Fifata.

FFLP n'est pas une structure à part mais est maintenant un service interne à Fifata. Elle apporte son aide à toutes les autres organisations membres de Fifata.

L'équipe FFLP se compose de trois personnes : une coordinatrice et deux formateurs. S'ajoutent des intervenants venant des OPS du Groupe Fifata et de Fert si besoin.

FFLP est financée par des partenaires (AFD, AgriCord) mobilisés par Fert qui, avec le soutien technique de l'Ifocap, accompagne FFLP au fil des années.

Le suivi des jeunes leaders qui s'engagent à mettre en pratique la formation se fait entre les sessions.

Des visites-échanges d'approfondissement sont également organisées. Enfin, FFLP assure un accompagnement post-formation via le groupe Fifata présent en régions.

De nombreux témoignages prouvent l'importance de FFLP. Former en priorisant la proximité réussit visiblement à Fifata.

« La formation m'a permis d'avoir confiance en moi et d'avoir confiance en mon directeur. » ANDRIAMALAZAMANGA Nivo – Président de Fimpiana (Octobre 2020)

« Ce jeune sortant du collège agricole de Bezezika (région Menabe) est le petit-fils d'un leader paysan très connu au sein du groupe Fifata... Ralay, qui admire son grand-père depuis toujours, s'est dit que jamais il ne pourra arriver à son niveau. Après la formation, il a commencé à conseiller son grand-père à propos du traitement sanitaire des zébus. Au début, celui-ci n'a pas réagi mais quand une bête a été gravement malade, il est venu demander de l'aide à Ralay. Etonné, Ralay a soigné la bête qui fut guérie quelques temps après. Ralay et son grand-père se concertent sur beaucoup de sujets concernant les techniques agricoles et également la vie associative. » Histoire de succès de Ralay - capitalisation jeunes agriculteurs, 2019

« FFLP a touché ma vie personnelle. Elle m'a incité à oser rêver afin de construire ma vision et à me connaître pour m'affirmer. A part cela, je me suis rendu compte qu'un bon leader est celui qui s'intéresse aux personnalités des autres et qui adapte son comportement en fonction de leurs personnalités. »
Naharitsy, paysan relais de l'OP Soamiray Lovasoa, à Tanandava, juin 2024.

« Grâce aux formations chez FFLP et Formagri, je suis actuellement président de Fifatam, secrétaire général de la Tranoben'ny Tantsaha régionale Amoron'i Mania, président actuel du collège agricole, président de l'association Vohimalaza Miray, et secrétaire général VMR Trondro Amoron'i Mania. »

FIDINANDRASANA Lucien Barivelo, Président de l'OP
FANANTENANA Ambositra II

« En tant que femme, c'est difficile de se faire écouter même si vous avez des idées intéressantes. Il faut de la persévérance et ne jamais accepter de se faire marcher sur les pieds. Mes expériences en tant que Scout et les formations que j'ai reçues en tant que leader m'ont aidées. Dans ma commune, lorsque l'on prend un poste à responsabilité, les autres femmes s'approchent plus facilement et on a plus d'échanges avec elles ». RANOROVHANGY RAKOTONIAINA Clarisse, membre du CA de Fifata

Une nouvelle Université Paysanne

L'Université Paysanne quant à elle, était plus orientée sur les politiques agricoles et les capacités de négociations.

Pendant la mise en sommeil de Formagri, les leaders paysans, particulièrement son premier président (Haingo RANDRIANOMENJANAHARY), ont insisté auprès de Fert (et d'autres) pour les aider à la redynamiser.

« Il (Haingo) a été un des premiers stagiaires de l'université paysanne et il a trouvé que ça l'a beaucoup aidé dans son rôle de leader paysan. Il m'a demandé de l'aider à construire un dossier pour demander auprès du ministère de l'agriculture de l'aide pour faire un audit complet de l'association Formagri. Tout a été audité et le rapport d'audit a permis de définir ce que pourrait être la nouvelle version de Formagri. » Solange RAJAONAH, Coordinatrice de Formagri, avril 2024.

En juillet 2020, Fert a finalement trouvé, auprès de l'AFD et en lien avec Afdi et AgriCord, les moyens de faire renaître Formagri.

Formagri se concentre aujourd'hui uniquement sur l'Université paysanne. Elle s'adresse à des responsables paysans en place ou qui souhaitent prendre des responsabilités dans des collectivités territoriales. Et à des techniciens agricoles en fonction. Idéalement à parité élus/techniciens.

Cette nouvelle version vise aujourd'hui à susciter l'analyse, la réflexion et la construction d'argumentaires solides pour défendre les convictions auxquelles on croit.

Il ne s'agit donc pas d'une formation théorique mais plutôt de partage de connaissances et d'informations et de mises en pratique. Les leaders paysans apprennent à argumenter et à se battre pour qu'il y ait du changement.

L'Université Paysanne se déroule sur six sessions. Chacune d'elles dure une semaine. La formation privilégie les travaux de groupe et les activités en binôme (élus paysans/cadres d'OP). Et prépare chacun à son rôle : à l'élu la prise de parole et l'engagement publique, au technicien l'accompagnement et le soutien.

Chacune des sessions est divisée en deux parties menées complémentaires, l'une, consacrée au renforcement des connaissances citoyennes indispensables au débat public, l'autre axée sur l'analyse de problématiques agricoles et la construction d'argumentaires pour défendre des propositions paysannes qui y sont attachées.

Les stagiaires choisissent les thèmes des connaissances citoyennes qu'ils veulent voir aborder, sauf lors de la première session qui traite de tous les aspects du pays (physique, démographique...) sans oublier bien sûr le contexte agricole. Chaque thème (deux par session) fait l'objet d'une présentation réalisée par les formateurs, suivie de travaux de groupes.

La partie « dossier agricole » commence par une présentation de l'agriculture malgache dans ses dimensions familiale et « agrobusiness », puis se concentre sur les 5 dossiers agricoles jugés prioritaires par Fifata : la formation agricole, le foncier, la commercialisation des produits agricoles, le changement climatique, le financement de l'agriculture.

Les formateurs donnent les informations essentielles sur le dossier agricole traité et un haut fonctionnaire, le plus souvent, développe la politique de l'Etat sur la question.

Renforcement des connaissances citoyennes et présentation des dossiers agricoles occupent la moitié du temps. L'autre moitié, les stagiaires s'entraînent à débattre. Chaque session se conclut autour d'une table ronde où des fonctionnaires, des responsables agricoles et des représentants des stagiaires confrontent leur position sur le dossier agricole de la semaine.

Après les 6 sessions, c'est la soutenance.

Depuis 2020, 215 stagiaires ont suivi l'Université Paysanne, dont 33% de femmes (moins de 35 ans) et 52% de jeunes.

Formagri reçoit des retours directs venant des stagiaires eux-mêmes ou des OP qui les ont envoyés. Si les stagiaires reviennent en disant que l'on n'a pas voulu écouter leurs arguments, Formagri continue de les accompagner afin qu'ils puissent comprendre ce qui n'a pas marché et qu'ils puissent ensuite établir un nouvel argumentaire.

Les résultats se manifestent d'une manière évidente lorsque les timides du début trouvent le courage d'affronter les grandes personnalités lors des soutenances ou lorsque les bavards non structurés arrivent à se maîtriser et à donner du sens à leurs dires.

Derrière le travail de Formagri, il y a une Assemblée Générale composée des représentants des Organisations Paysannes Fautières dont FVTM, la fédération des femmes, et un Conseil d'Administration composé de cinq représentants de ces OPF. La présidence est toujours assurée par un représentant de Fifata. Aujourd'hui la vice-présidence est confiée au représentant du réseau SOA, à la TTM le secrétariat et à Cap Malagasy la tenue des comptes.

L'équipe exécutive comprend une coordinatrice, trois formateurs et un comptable chargé aussi des dossiers administratifs.

Fert, avec l'AFD, est le principal soutien financier de Formagri. Formagri a également collaboré avec le programme Formaprod (Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole financé par le Fida) et avec le programme Fanainga financé principalement par la GIZ.

La très grande majorité des sessions de l'Université Paysanne se déroule au centre Ceffel.

Là aussi des témoignages montrent les progrès accomplis :

« Formagri a changé positivement mon comportement. Elle a enrichi mes connaissances, a renforcé ma maturité et a amélioré ma capacité à argumenter et à défendre mes idées. C'est un bagage important lorsqu'il s'agit de notre responsabilité dans la représentation et la défense des intérêts des agriculteurs. » RASOLONDRAINY Nurdon, jeune sortant du collège agricole et CA de VFTM, juin 2024.

NDREMA Pierre Alson Gabriel, Président de l'OP Tamih Ambositra II, grâce aux formations offertes par FFLP et Formagri, est devenu président de l'AUE (association des usagers de l'eau) et président de VMR Trondro AMM. Il a obtenu un pont canal d'irrigation et un barrage, financés par le FDA, pour son OP et le village dans lequel il réside.

5.2. La sécurisation foncière

L'insécurité foncière est une préoccupation constante à Madagascar. Lourdeurs administratives et coûts excessifs de l'immatriculation foncière affectent fortement les agriculteurs, pénalisent la production agricole et mettent en danger le développement économique. La nécessité de défendre les droits des paysans malgaches en matière foncière est apparue à Fifata dès sa naissance. Et ne l'a jamais quittée. Dès 1996, elle a produit un livret pour informer ses membres des modalités d'acquisition des terres. Elle fut à l'origine de la création de la SIF.

En juillet 2003, Fifata avec d'autres organisations paysannes, a organisé plusieurs rencontres intitulées : « Rencontres entre agriculteurs et institutions : sécurisation foncière et développement rural ». De ces réunions, qui eurent un grand retentissement, est né un plan d'action visant à faciliter l'accès des paysans à la terre en simplifiant les procédures d'immatriculation foncière et à sécuriser leurs droits fonciers.

A la suite, des Organisations de la Société Civile (OSC) travaillant dans le domaine du foncier décidèrent de s'unir pour mieux coordonner leurs actions et de créer la SIF (Sehatra Iombonana ho an'ny Fananantany ou Solidarité des Intervenants sur le Foncier). Elle a vu le jour en 2004. Depuis sa création, elle est présidée par un membre du conseil d'administration de Fifata.

La SIF

Selon sa devise, « L'accès à la terre pour tous les Malgaches favorisant le développement humain », la SIF concentre ses efforts sur la promotion de l'accès à la terre pour l'ensemble de la population malgache et sur la sécurisation foncière et l'aménagement du territoire afin de garantir la sécurité alimentaire.

La SIF oriente son action en priorité vers les couches les plus vulnérables. Elle s'occupe notamment de l'intégration dans le cadre législatif de ses propositions et de celles émanant des groupes cibles, de l'effectivité de la réforme foncière et de sa mise en œuvre à tous les niveaux, de l'amélioration de la connaissance des enjeux du foncier par les publics vulnérables et de la reconnaissance et de la protection de leurs droits.

Elle s'intéresse aussi à l'amélioration de la conception et des modalités de fonctionnement des guichets fonciers ; elle a été très active par exemple lors de leur introduction à Madagascar.

Avant 2005, toutes les terres appartenait à l'Etat, sauf celles titrées au nom de particuliers. Elles étaient toutes gérées par les services fonciers de l'Etat. Eux seuls étaient habilités à délivrer les titres fonciers, preuves de propriété.

La réforme foncière 2005 a institué une nouvelle catégorie juridique : la Propriété Privée Non Titree (PPNT). Les terres appartenant à cette catégorie juridique devenaient soumises au régime de la certification foncière. Les certificats fonciers, délivrés par les communes via les guichets fonciers, prouvent le droit de propriété de leurs titulaires, jusqu'à preuve contraire. Les services de l'Etat n'avaient plus le monopole de la gestion foncière. Cette réforme était le fruit d'un dialogue politique mené par Fifata en lien avec la SIF ou Solidarité des intervenants sur le foncier.

En 2021, une nouvelle loi foncière sur la propriété privée non-titrée a été validée par l'Etat. Compte tenu des risques qu'elle faisait courir aux paysans, Fifata, les OPF de Madagascar au travers le CNAF et des organisations de la société civiles ont lancé l'alerte. A force de rencontres, d'ateliers, de campagnes de communication, en mars 2022, l'Etat a appelé à une refondation totale de la loi. Fifata et ses partenaires ont proposé une loi équilibrée promouvant la décentralisation dans la gestion foncière à Madagascar à travers la délivrance de certificats fonciers. En 2023, une nouvelle loi sur le PPNT a été votée. Actuellement, plus 1 500 000 certificats ont été délivrés en 15 ans contre 600 000 titres en 110 ans.

Après 2010, la SIF a fait évoluer la structure vers une plateforme de la société civile dédiée aux questions sur le foncier, ce qui lui confère une meilleure visibilité sur cette thématique.

Elle est désormais écoutée et entendue au niveau national. La SIF a un Comité exécutif (Comex), l'équivalent d'un Conseil d'administration et un bureau constitué de 7 membres qui se réunit

tous les 2 mois, malgré les difficultés de déplacement des élus localisés dans différentes régions. Son équipe technique comprend un coordinateur de formation juridique, deux juristes qui reçoivent les doléances des paysans, un économiste qui analyse les enquêtes de terrain, une chargée de communication, un agronome qui met en cohérence les activités sur le foncier et la problématique de sécurité alimentaire et un informaticien.

La SIF puise ses ressources financières dans les cotisations des membres et des partenariats, avec le CCFD – Terre Solidaire et la plateforme internationale ILC (International Land Coordination) depuis 2009, et jusqu'à il y a peu, le programme Saha.

« Dans le district de Soalala – région Boeny, nous avons su via les médias qu'une société chinoise allait s'implanter dans la région pour exploiter les gisements de fer. Nous avons été sur place pour vérifier les informations médiatisées et rencontrer les autorités locales. Nous avons notamment rencontré le chef de district mais aussi les maires des communes concernées qui n'étaient même pas informés du projet d'implantation. Nous avons donc entrepris de faire des états parcellaires afin de constituer un dossier de lobbying, l'Etat ignorant que des personnes vivent dans ces endroits et exploitent des terres »,
Haingoarison RANDRIANOMANJANAHARY – Président de la SIF de 2014 à 2022.

« Le foncier est un levier de développement par excellence à condition que l'on ne se fige pas sur la sécurisation. Il faut penser en parallèle à comment les Malgaches peuvent accéder à la terre et quels usages allons-nous faire de la terre dont nous disposons. Dans ce fil d'idées, les secteurs connexes doivent être connectés entre eux pour concourir à l'instauration de la bonne gouvernance foncière. », RAKOTOMALALA – Président du CA de la SIF (mars 2024).

1993

Première foire agricole de Fifata
Objectif : se faire connaître



Premier congrès de Fifata,
l'union des paysans devient réalité

1994

1994

A son 1er congrès, Fifata
reconnue officiellement
organisation paysanne



Au premier congrès de Fifata, Fert a
délégué ses meilleurs ambassadeurs

1994

Le Président Emile préside le premier congrès de Fifata avec autorité et détermination

1994



1995

Fifata se lance dans des activités économiques collectives

Fifata se déploie sur le territoire du Vakinankaratra

1997



1998

Comité d'octroi de prêts Cecam :
« l'argent des paysans géré par les paysans »

Fifata fête ses 15 ans, l'Etat est présent, Fifata a gagné sa place d'OPF

2004



2004

Le Ceffel organise ses premières formations

2005



Inauguration du Ceffel :
en route vers le succès

2005

Un exercice qui oblige à une grande concentration : la lecture d'ITV

2005



2005

Les prix sur les marchés : le Siel joue la transparence

2010

Le service de vaccination : une initiative venue d'une OPR



2011

La relève en action au collège agricole d'Ambondromisotra

Les 25 ans de Fifata : une étape
de plus vers la reconnaissance

2014



2014

Le stockage groupé : un outil
de gestion qui a fait la preuve
de son utilité

2017

Atelier de réflexion stratégique : la voie à suivre se discute collectivement



2017

Au Ceffel, démonstration de pratiques agroécologiques : le paysan ne croit que ce qu'il voit

La formation des leaders paysans : les paysans prennent la parole

2017



2019

30 ans de Fifata, 30 ans de partenariat avec Fert : la confiance s'installe dans la durée

2019

Les 30 ans de Fifata : Fifata assoie
encore davantage sa légitimité



2020

Le paysans relais : le trait d'union
indispensable

Il y a du riz à Madagascar, mais pas seulement, loin de là

2020



2020



Le numérique au service du conseil économique : la modernité gagne les campagnes

Atelier sur la loi sur les Propriétés
Privées Non Titrées : le foncier au
cœur des « combats » de Fifata

2021



2023

Jeune de 3ème année d'un collège
agricole Fekama : la pratique,
toujours la pratique

Accompagnement par Cap
Malagasy : homme ou femme,
le conseiller agricole est au champ

2024



2024

Le conseil technico économique
par Cap Malagasy : toujours dans
la proximité

2024

La promotion n°7 de Formagri le
jour de sa sortie : prête à défendre
l'agriculture familiale



2024

Les 35 ans de Fifata :
Se rassembler pour construire demain

6. De nouveaux services pour sortir de la dictature du riz

6.1. Des outils de diversification

La Pépinière de la Mania

La volonté de diversifier les productions remonte à loin. Les agriculteurs de la moyenne Mania cherchaient à améliorer leurs vergers en renouvelant leurs plantations et en introduisant de nouvelles variétés. Ainsi, la Pépinière de la Mania a été créée à Fiadanana (Amoron'i Mania) en 1988, initialement pour des expérimentations sur les agrumes, puis à Antsirabe à Tsivatrinikamo et à Andranobe pour les fruits tempérés.

Elle y testait de nouvelles variétés d'arbres fruitiers adaptées aux Hautes Terres de Madagascar et produisait des plants pour régénérer les vergers. À partir de 1990-1991, elle a introduit des variétés plus productives, en privilégiant les variétés à maturation précoce et tardive.

Au fil du temps, la Pépinière de la Mania était devenue une référence en matière d'agrumes et de fruits tempérés à Madagascar. Elle a contribué non seulement à l'approvisionnement en plants, mais également à la formation des arboriculteurs. Parallèlement, elle a également développé l'apiculture. Malheureusement, en raison de divers problèmes, la Pépinière de la Mania a dû cesser ses activités en 2008. Elle a repris aujourd'hui sous un autre nom (la Pépinière d'Antsirabe), et de manière indépendante, la production de plants fruitiers sur des parcelles de Fifata, derrière son siège à Tsivatrinikamo.

Ceffel

Après deux années consécutives de baisse des prix du paddy et en constatant les résultats prometteurs des expérimentations menées par la Pépinière de la Mania, Fifata a décidé de promouvoir la culture de contre-saison des légumes. Elle existait déjà depuis plusieurs années dans le Vakinankaratra et l'Amoron'i Mania, mais ne générait qu'un revenu d'appoint en raison du manque de savoir-faire des agriculteurs.

Avec l'appui de Fert, le Ceffel a été créé à Andranobe en 2004, sur un site mis à disposition par la commune urbaine d'Antsirabe, précédemment utilisé par la Pépinière de la Mania.

Au départ uniquement Centre d'Expérimentation et de Formation en Fruits et Légumes, l'association Ceffel - aujourd'hui Conseil, Expérimentation et Formation en Fruits et Légumes, s'est constituée en 2007 après deux années de fonctionnement informel. Depuis, la présidence est assurée par un membre élu de Fifata.

Le centre de formation offre une capacité d'accueil et d'hébergement pour 80 personnes et dispose d'une exploitation de 20 ha à Andranobe, à 7 km de la ville. Les bureaux du Ceffel se trouvent eux dans l'enceinte de la Résidence Sociale d'Antsirabe.

A la demande des paysans, la formation a été le premier service offert par le Ceffel. En complément des sessions en salle, l'exploitation permet aux stagiaires de mettre en pratique les apports théoriques qu'ils reçoivent. Les formateurs sont eux-mêmes responsables des ateliers de production. Ils sont sur le terrain. Les formations ne s'arrêtent donc pas à de simples apports de connaissances tirés des livres mais se nourrissent aussi de l'expérience des formateurs.

Les formations que le Ceffel offre ne s'arrêtent pas aux seuls paysans, mais s'adressent également aux conseillers agricoles et aux paysans relais du Groupe Fifata.

Pour proposer aux paysans des solutions adaptées à leurs besoins, le Ceffel a créé un deuxième service : l'expérimentation. Les essais sur l'exploitation à Andranobe évitent aux agriculteurs de se risquer à expérimenter eux-mêmes. Ils font remonter leurs problèmes, le Ceffel essaye de trouver des réponses satisfaisantes et diffuse les bonnes pratiques via des paysans relais. S'il y a, par exemple, de nouvelles techniques que l'association Ceffel souhaite diffuser, elle va d'abord former les paysans relais qui eux, vont montrer ces nouvelles techniques aux agriculteurs à proximité grâce à des parcelles de démonstration. Toujours à la demande des paysans membres, les paysans relais ont été formés pour produire des semences dans leurs localités afin d'éviter aux paysans de faire des kilomètres pour obtenir des semences de bonne qualité.

Les journées « porte-ouverte » organisées par le Ceffel annuellement pour faire connaître ses activités ont évolué en journées techniques durant lesquelles le Ceffel présente les expérimentations en cours, partage les résultats obtenus et collecte les nouvelles idées à expérimenter. L'exploitation du Ceffel est aussi une vitrine qui peut inspirer les paysans.

Lorsque les productions augmentent, il faut les vendre. Mais les agriculteurs n'ayant aucune idée de la valeur de leurs produits, les collecteurs en profitent. A ses débuts, Ceffel a proposé aux agriculteurs de collecter leurs produits et de les vendre dans les grandes surfaces. Mais les produits étaient triés très sévèrement, ce qui se traduisait par un grand manque à gagner pour les paysans qui rechignaient en outre à être payés par chèque.

Les agriculteurs voulaient connaître les prix des produits sur les grands marchés (Antsirabe, Nosy Be, Fianarantsoa, etc.).

Ils pensaient qu'ainsi, ils pourraient mieux négocier les prix. De là est né le Siel (Service d'Information Economique des Légumes). Ce service collecte une fois par semaine les prix des légumes (et aujourd'hui du poulet gasy) sur les grands marchés et les diffuse aux paysans. Au début les prix étaient seulement affichés aux yeux de tous, le jour du marché. Aujourd'hui des moyens numériques complètent le dispositif.

Depuis 2005, les données collectées ont été exploitées et ont permis de construire des références technico économiques. Ce qui a permis de conclure à une saisonnalité des produits. Le Ceffel a donc élargi ses services en proposant des conseils aux paysans afin qu'ils sachent la période la plus favorable pour produire un légume précis et ainsi vendre aux meilleurs prix. Mais cela requiert des connaissances techniques nécessitant des expérimentations.

Le Ceffel se tourne désormais de plus en plus vers l'agroécologie afin d'aider au combat contre le changement climatique et pour réduire les charges qui pèsent sur les agriculteurs. Au sein du groupe Fifata, le Ceffel est le mieux placé pour développer des pratiques agroécologiques, surtout sur la fertilisation avec différentes façons de produire du compost et la lutte contre les parasites et les maladies avec des produits naturels (ady gasy). La façon de procéder reste la même, identifier les problèmes, expérimenter des solutions potentielles, diffuser les résultats concluants et enfin conseiller.

En 2012, Madagascar a fait face à un grand problème concernant les plants de pommes de terre. Le flétrissement bactérien a affecté les plants de pommes de terre et le sol. Face à ce problème, les paysans membres de Fifata ont demandé de l'aide au Ceffel.

Une stratégie construite sur 4 axes (santé, variété, prix et organisation) a été mise en place. Le Ceffel achète des plants appelés G0 (Génération 0), résultat de la culture in vitro de Fifamanor, puis les cultive sur son exploitation dont les terrains ne sont pas infectés,

donnant ainsi des G1 et ensuite des G2. Des paysans multiplicateurs, formés par le Ceffel, poursuivent la production de G3 et G4 et fournissent aux producteurs de leur localité des plants pour la production de pommes de terre de consommation.

Pour ne plus dépendre de Fifamanor en G0, le Groupe Fifata a décidé de mettre en place son propre laboratoire de culture in vitro, construit en 2024. A noter le rôle central de la FN3PT (Fédération Nationale – française - des Producteurs de Plants de Pomme de Terre) mobilisée par Fert dans l'accompagnement à la mise en œuvre de cette stratégie.

Après les formations, le Ceffel accompagne les agriculteurs et s'assure qu'ils s'en sortent au mieux. Il leur donne si nécessaire un « coup de pouce » afin qu'ils puissent réaliser leurs projets plus facilement. Il offre par exemple des vers de terre à la fin des formations sur le lombricompostage ou des plants d'absinthe ou de consoude pour la lutte contre les parasites. La contribution aux constructions des magasins de stockage est une autre forme d'aide.

Après chaque formation, le Ceffel recueille les avis des stagiaires. Puis lorsqu'ils rentrent chez eux, ce sont les OPR et les conseillers agricoles qui se chargent du suivi. Un nombre d'adoptants élevé signifie que la formation a été un succès. En plus du suivi et des enquêtes, le Ceffel fait un bilan pour chaque service tous les trois ans environ, ce qui permet de connaître l'impact et ce qu'il y a encore à améliorer.

Au début, des salariés de Fert étaient mis à disposition du Ceffel. Ils sont devenus salariés du Ceffel à partir de 2016.

Ceffel est une association. Elle fonctionne comme tel. Le président choisit le directeur, le directeur choisit son équipe technique. Les élus de Ceffel décident des grandes orientations et les techniciens les mettent en œuvre. Ceffel a mis en place des « commissions » afin que les techniciens puissent discuter avec les élus des nouveaux

projets et stratégies qu'ils envisagent. Les élus s'assurent que le travail des techniciens cadre bien avec la vision et la mission de l'association.

Fert a participé à la création du Ceffel et l'a accompagné au niveau de la gestion, des conseils ou encore financièrement. Bien qu'encore majoritairement financée par Fert et les partenaires mobilisés par Fert, Ceffel a pu et su conclure, sur des thématiques et avec des hauteurs de financements diverses, de nombreux partenariats, notamment avec le Cirad.

Les cotisations, la vente des produits venant des exploitations, la restauration et hébergement des agriculteurs lors des formations apportent une partie des ressources du Ceffel. Mais ces ressources ne représentent qu'environ 10% de son budget, ce sont les financements des partenaires qui assurent la majeure partie des ressources.

De nombreux témoignages illustrent le rôle et la réussite du Ceffel :

« Voici un exemple d'innovation que nous avons adoptée. Comme les poulets ont besoin de protéines, nous élevons aujourd'hui des mouches (black soldier filght). Lorsqu'elles pondent, les œufs deviennent des larves et ce sont ces larves que nous donnons à manger aux poulets. » Ida RANDRIANASOLO, Directrice de Ceffel, avril 2024.

« Notre collaboration avec le Ceffel se caractérise par l'innovation. Nous avons introduit de nouvelles cultures à travers les essais variétaux de carottes, de choux, de pommes de terre. Par cette diversification, combinée avec les ady gasy et les associations culturelles, nos revenus augmenteront considérablement. » Ramadany, membre de l'OP Fiam à Betsipotika, juin 2024.

« Je suis pépiniériste depuis 2007. J'ai suivi une formation à ce métier au Ceffel à Andranobe en 2019. Ensuite, un verger de greffons a été installé dans mon village, suivi par un accompagnement annuel continu de la part du Ceffel. Chaque année, je produis près de 10 000 plants d'arbres fruitiers, dont je vends la moitié au prix de 1 000 à 3 000 Ar selon les espèces. Lors de la dernière

campagne 2023-2024, j'ai vendu au total 8 000 plants. Les revenus issus de ces ventes me permettent de subvenir aux besoins quotidiens, de financer la scolarité de mes enfants et de prendre soin de ma famille. »

RANDRIANANDRASANA Basil,
Ankofay CR Tsiroanomandidy Fihaonana, juin 2024.

6.2. La formation initiale des jeunes

Longtemps à Madagascar, l'Etat s'est surtout intéressé à la formation des techniciens agricoles. Fifata voulait faire émerger une nouvelle génération d'agriculteurs professionnels, maîtrisant des compétences pointues et variées, ce qui nécessitait une formation longue et complète. Face à l'absence de formation initiale agricole et la période étant au désengagement de l'Etat, les élus paysans de Fifata, au début des années 2000, interpellèrent Fert sur la nécessité de former la relève des paysans et des leaders d'organisations paysannes. Afin d'accompagner Fifata dans la mise en place d'un tel dispositif de formation initiale pour les jeunes enfants de paysans, Fert s'est associée au Cneap (Conseil national de l'enseignement agricole privé), une fédération d'établissements d'enseignement agricole français.

Les collèges agricoles

Le partenariat entre Fert, Fifata et le Cneap, avec le soutien de multiples autres partenaires, a ainsi conduit à la création de collèges agricoles. Pourquoi collège ? Parce que la formation s'adresse aux jeunes ayant obtenu leur CEPE et ayant achevé au minimum leur scolarité primaire, c'est-à-dire aux jeunes déscolarisés âgés de 14 à 18 ans. Les recrutements se font suite à un examen écrit de connaissances et à un entretien de motivation.

En 2003, les deux premiers collèges agricoles ont été créés dans les régions Menabe, collège de Bezezika, et Sofia, collège de Befandriana. Suite à la demande des paysans de Haute Matsiatra, la

construction du troisième collège agricole a eu lieu en 2006 à Ambalavao, suivi par un quatrième en 2009 à Ambondromisotra en Amoron'i mania, un cinquième à Manganoro en Alaotra Mangoro et enfin un sixième en cours de création en 2024 à T'srahafatra en région Vatovavy.

Les collèges agricoles ont été créés dans le but de former des jeunes agriculteurs capables de mettre en œuvre des techniques performantes, adaptées à leur contexte et économiquement rentables. Ils sont formés pour gérer leur exploitation en intégrant les notions de filières et de marché. Ils découvrent les organisations paysannes que beaucoup rejoindront. Tout cela vise à former des agriculteurs professionnels, à favoriser la relève des leaders paysans et à contribuer aux politiques publiques de formation et d'insertion professionnelle.

La formation se déroule sur trois ans en internat, soit environ 90 jeunes par collège. Les deux premières années sont passées dans le collège et la troisième année est consacrée aux stages.

50% de la formation est basée sur la pratique, grâce à l'exploitation pédagogique du collège. Celle-ci comprend des ateliers de production végétale, d'élevage et de transformation des matières premières agricoles. Les élèves bénéficient également de cours sur l'agroécologie et d'éducation à la citoyenneté.

La formation en internat est conçue pour offrir aux élèves un cadre de travail et de vie agréable, et pour permettre à des jeunes de toute la région d'intégrer le collège agricole. Les familles payent les frais d'inscription, 5 000 Ar par mois, ainsi qu'un kapoaka de riz par jour. Les repas sont pris en charge par le collège. Cette participation garantit l'implication des parents dans la formation du jeune.

Une fois la formation terminée, un certificat est offert à l'élève et il devient à ce moment-là un jeune agriculteur professionnel. Ce certificat est reconnu au niveau national depuis 2022.

Chaque collège agricole a à sa tête un conseil d'administration composé de leaders paysans principalement, de parents d'élèves et d'anciens élèves. Le conseil d'administration est chargé de définir l'orientation stratégique de la formation et de la politique générale adoptée au niveau du collège, en apportant une perspective paysanne sur la formation et l'exploitation pédagogique. De plus, il assure l'intégration harmonieuse du collège dans son environnement, représente le collège auprès des partenaires pour la recherche de financements et de soutiens locaux, et participe activement au processus de recrutement des jeunes ainsi qu'au suivi de la mise en œuvre des projets des jeunes sortants. Des Conseils d'Administration existent également au niveau régional pour gérer ces collèges. Chaque collège dispose d'un directeur, d'un comptable, de deux formateurs et d'un surveillant général.

Outre la formation initiale en 3 ans, les collèges proposent aussi, en lien avec les OPR de Fifata, des formations continues courtes, en particulier le collège agricole de Bezezika dans la région Menabe qui ne dispense plus de formations initiales, faute d'effectifs suffisants, depuis 2020.

Fekama

Lorsque les quatre premiers collèges ont été mis en place, la Fédération des Collèges Agricoles de Madagascar (Fekama) a été créée avec le soutien de Fifata et de Fert en 2014 pour coordonner les actions des collèges agricoles, et enrichir la réflexion sur la formation des agriculteurs. Les grandes orientations de Fekama sont fixées par l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration. L'équipe technique comprend un directeur, un responsable Administratif et Financier, un assistant administratif, une responsable pédagogique, un responsable suivi-évaluation et post-formation et un chargé de relations terrains.

En plus de Fert, partenaire principal, et du Cneap, Fekama collabore avec de nombreux partenaires, institutionnels ou non.

Des partenaires extérieurs apportent des ressources financières substantielles aux collèges agricoles. Certains depuis le premier jour comme l'association Un Filleul pour Madagascar et le Cneap. Même si c'est modeste, les contributions des familles (écolage et apports en riz) et les recettes tirées des exploitations pédagogiques complètent le financement.

En 2009, constatant les difficultés rencontrées par les premières promotions des collèges à maintenir leur dynamisme et à concrétiser leurs projets professionnels faute de moyens et d'accompagnement, Fert et Fifata se sont organisées pour soutenir les jeunes formés dans la réalisation de leurs projets professionnels, avec le concours du ministère de l'agriculture malgache et le financement de l'AFD.

Après l'achèvement des formations, un dispositif permet d'accompagner les jeunes formés dans la concrétisation de leur projet professionnel pendant deux ans dans divers domaines : la commercialisation, l'accès aux financements, l'adhésion à une OP ...

Cet accompagnement est crucial car les jeunes sortants des collèges s'engagent dans des activités nombreuses et variées. 71% lancent rapidement leur projet après la formation (soit en rejoignant d'abord l'exploitation familiale, soit en fondant directement leurs propres foyers), 20% préparent leur projet en réalisant des activités extra-agricoles rémunératrices et 9% ne le concrétisent pas rapidement en raison d'une motivation insuffisante ou de difficultés économiques.

Depuis leur origine, les cinq premiers collèges agricoles ont formé 1 343 jeunes, dont 87 % sont installés en agriculture.

Les jeunes sortants se regroupent souvent et deviennent membres de Fifata. En suscitant de nombreuses candidatures, les anciens élèves témoignent de la qualité de la formation.

« J'ai débuté avec 2 porcs à engraisser, l'argent m'a permis de louer une rizière puis j'ai acheté 2 bœufs de trait et j'ai acheté une rizière ensuite j'ai arrêté l'élevage à cause de l'insécurité. Je me concentre sur les cultures (riz haricots pommes de terre). J'ai connu des années difficiles (sécheresse puis inondation). J'ai donc fait un prêt que j'ai remboursé cette année car j'ai eu une bonne récolte de riz. Je suis membre d'une OP, je suis différente des autres jeunes, j'arrive à m'organiser, je ne dépend plus de mes voisins pour cultiver mes champs, j'arrive à le faire seule avec mon mari et mon père, mais ma famille (oncles) me jalouse car mon activité agricole est rentable (je gagne autant qu'un fonctionnaire), je suis très impliquée dans le recrutement pour le collège (animations dans les villages) » Féno (témoignage recueilli par Paul-Henri Doublier, administrateur Fert, août 2022)

« Autrefois, le taux de mortalité de nos chèvres pendant la période des pluies était élevé. C'est ce constat qui m'a poussé à suivre une formation sur l'élevage des petits ruminants. Le collège m'a offert un cadeau inestimable : les connaissances pour prévenir et soigner les maladies de notre cheptel. D'ailleurs, les éleveurs des environs me sollicitent pour partager mes connaissances et pour soigner également leurs troupeaux. » Gergino, jeune sortant Formation Continue en 2021 au collège agricole de Bezezika, habitant à Miary, juin 2024.

6.3. Le conseil agricole de proximité

Lorsque les associations Mampita et Fitama, des associations de paysans de Haute-Matsiatra, ont connu les actions entreprises par Fifata et ses fédérations dans ses régions « historiques », elles ont demandé à collaborer. Fert et Fifata proposèrent le projet Fianarantsoa-Toliara (le « Projet Sud ») à l'Ambassade de France et à l'Union Européenne.

Accepté, le projet visait à déployer des animateurs dans des communes. A charge pour eux d'assister des groupes de paysans cherchant des solutions pour améliorer leurs activités. En identifiant et analysant avec eux leurs problèmes pour fournir formations et conseils par le biais de prestataires de services. En 2004, ce dispositif

a démarré dans quatre communes, puis en 2005, dans deux autres communes de l'Ihorombe. En 2006, il s'est encore élargi à neuf communes, dont deux dans l'Anosy.

La mise en réseau des groupements, la discussion, l'échange et l'implication de tous ont contribué à mieux comprendre les problèmes locaux spécifiques à ces communes et à trouver des solutions adaptées. Beaucoup d'associations ont été convaincues par la manière dont Fifata intervenait.

Concrètement, il s'agissait de diffuser des informations via des journaux régionaux et d'émissions radiophoniques locales, de formation à de nouvelles techniques agricoles ou de gestion pouvant aider les agriculteurs à améliorer leur production (planification, gestion des produits, amélioration de la qualité) et d'améliorer la commercialisation des produits grâce à une meilleure gestion des stocks et à des périodes de vente optimisées.

Ces initiatives ont permis aux agriculteurs de stabiliser leur approvisionnement alimentaire et d'améliorer leurs revenus.

Preuve du succès de la démarche : en 2009 la fédération Sahi a été fondée, regroupant les agriculteurs de deux communes où Fifata s'était déployée.

Les associations restaient encore fragiles. En 2009, Fert et Fifata ont à nouveau cherché des collaborations pour renforcer et élargir les services déjà établis. C'est ainsi qu'a été lancée la coopération avec le gouvernement malgache à travers le projet Aropa financé par le Fida. Le nombre de zones d'intervention et d'animateurs communaux a augmenté. Ce qui a permis la naissance des associations d'agriculteurs de pommes de terre (Fimpao) et de pisciculteurs (Fimpifi) dans l'Ihorombe et celle des agriculteurs de poulets gasy (Fimpiama) en Haute Matsiatra.

Dans la même période, Fert, Fifata et Ceffel ont mis en place un programme de formation pour renforcer les compétences des techniciens, transformant les animateurs en conseillers agricoles de proximité, éliminant ainsi le besoin de consultants extérieurs.

Cap Malagasy

En 2012, Fert et Fifata ont constitué un comité préparatoire impliquant à la fois agriculteurs et équipes techniques pour réfléchir ensemble aux modalités de mise en œuvre d'un dispositif pérenne de conseil agricole. L'association Cap (Conseil Agricole de Proximité) Malagasy a été officiellement créée le 22 mars 2016.

Cap Malagasy a élaboré un plan d'action pour la période 2016-2020, comprenant trois grands domaines d'intervention : le conseil technico-économique et la gestion d'exploitation, le conseil socio-organisationnel et la structuration des agriculteurs et un volet plus lié à la vie interne de Cap Malagasy.

En 2020, un nouveau plan a vu le jour, orientant l'action vers la consolidation des conseils offerts aux agriculteurs, la diffusion des conseils vers toutes les associations membres de Fifata afin qu'elles puissent aider les agriculteurs dans leurs régions respectives et l'amélioration de la gestion du service Cap Malagasy pour le faire durer longtemps.

« Le conseil repose sur la présence d'un conseiller agricole à l'échelle d'une commune. La démarche est fondée sur le principe que le producteur est acteur de son propre développement et responsable de toute décision sur son exploitation. Conseiller les agriculteurs revient alors à adopter une posture d'accompagnateur : être à l'écoute, s'adapter au contexte local, aux besoins et aux capacités des agriculteurs, consolider les connaissances, le savoir-faire et la confiance en soi du producteur et stimuler sa capacité à entreprendre. Le conseil alterne des temps collectifs et des appuis plus individualisés. Il porte sur des aspects techniques et économiques et sur l'animation de groupements qu'il accompagne dans le développement de leurs services. » Synthèse, un

dispositif de conseil agricole à Madagascar : Cap Malagasy (juin 2024).

Sur le terrain, les conseillers agricoles de proximité établissent des relations et des partenariats pour répondre à la diversité des besoins des agriculteurs et renforcer leurs relations avec leur environnement (DRAE, services météorologiques, FDA, IMF, projets et programmes, etc.)

Le conseil agricole de proximité joue un rôle déterminant dans l'amélioration des revenus des agriculteurs et dans le renforcement de la résilience des exploitations agricoles familiales (EAF). Les accompagnements techniques, la diversification des productions et le soutien en gestion d'exploitation ont considérablement amélioré la productivité et contribué à réduire la période de soudure.

Par ailleurs, l'accompagnement technico-économique et la gestion financière ont permis aux agriculteurs de diminuer leurs coûts de production et d'optimiser les bénéfices de leurs récoltes. De plus, le soutien en agroécologie est un outil indispensable pour adapter les pratiques agricoles aux aléas climatiques. Le conseil agricole de proximité joue aussi un rôle structurant essentiel en contribuant à la mise en place de services de proximité, portés et gérés par les organisations de producteurs. Ce conseil a également favorisé la solidarité financière grâce à la création de GVEC.

L'objectif de Cap Malagasy est de répondre aux besoins des membres de Fifata. Lorsque celle-ci l'envoie dans des régions où Cap Malagasy n'est pas encore implantée, Cap Malagasy fait d'abord un débroussaillage et invite progressivement les paysans à devenir membres de Fifata, via l'OPR, pour bénéficier de ses services. Un diagnostic est réalisé afin de définir les besoins, les possibilités et les risques avant de démarrer les démarches.

L'installation de Cap Malagasy et Fifata dans la région Analamanga depuis 2015 en est un bon exemple, elle a permis un diagnostic

approfondi des besoins et le déploiement d'un ensemble de services répondant au contexte particulier de zones péri-urbaines.

Dans le cas où ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui approchent les conseillers agricoles, il y a d'abord concertation entre les associations membres de Fifata afin de respecter l'organisation déjà en place. Cap Malagasy a continué de s'étendre : Amoron'i Mania (2010), Vakinakaratra (2012), Analamanga et Itasy (2015), Alaotra Mangoro (2019), Bongolava et Sofia ainsi que Menabe (2021). En 2022 un diagnostic a été réalisé dans les régions Vatovavy et Fitovinany et un accompagnement périodique est en cours avant la possibilité d'un déploiement plus complet d'une équipe de conseil dans la région.

Cap Malagasy travaille aussi à faire progresser la cause du conseil agricole. Pour ce faire, ses responsables et techniciens participent à de nombreux ateliers sur le sol malgache et à l'étranger. L'association a notamment fortement contribué à l'atelier de finalisation de l'écriture de la stratégie nationale de vulgarisation et du conseil agricole (novembre 2023).

L'association Cap Malagasy a son propre Conseil d'Administration composé de paysans (un président, accompagné de 6 membres). Le comité de surveillance compte 3 membres. Jusqu'à présent, Fert accompagne Cap Malagasy dans le montage de projets dont les moyens financent le service. Depuis le 1^{er} janvier 2024, Cap Malagasy prend en charge la gestion de son personnel, ce qui témoigne de son professionnalisme et renforce la confiance avec ses partenaires techniques et financiers.

A partir de la mise en place du dispositif de proximité par le Groupe Fifata via Cap Malagasy, 54 Conseillers Agricoles de Proximité ont soutenu 18 184 ménages, organisés au sein de 1 647 OP, touchant ainsi plus de 90 000 personnes réparties dans 150 communes rurales de 10 régions.

Des études d'impacts permettent de mesurer les résultats de l'action de Cap Malagasy. De nombreux témoignages aussi.

«Après des interventions dans la région du sud-ouest en compagnie des fédérations Sahi et Fimpiama, Cap Malagasy a pris ses distances pour des raisons d'insécurité. Et après observation, Fifata s'est rendu compte que depuis le départ de Cap Malagasy hors de ces communes, la situation des agriculteurs se dégradait. Alors après discussion, Cap Malagasy a repris ses interventions dans ces zones-là.» RANDRIAMAROLAHIZAFIMANDIMBY Georges, Président de Cap Malagasy, avril 2024

« À ma sortie du collège d'Ambalavao, je me suis concentré sur mon projet d'élevage de porcs. Grâce à l'accompagnement du conseiller du collège, j'ai élargi mes activités à la production d'oignons au cours de la troisième année de mon suivi. Cela signifie que j'ai réinvesti mes gains dans la filière oignon. Ensuite, j'ai intégré l'OPR Sahil en tant que producteur de semences et Fimpiama en tant que vaccinateur. Avec le soutien de Cap Malagasy et Ceffel, j'ai acquis des compétences en agroécologie et en culture biologique. Actuellement, grâce à ce soutien et à cet accompagnement, je possède un terrain de 4 hectares équipé pour le labourage. Je suis désormais un producteur professionnel de semences d'oignon. Chaque année, je produis plus de 100 kg de graines et plus de 4 tonnes de bulbes. » RANDRIAMBOLOLONA Jean François, 6ème promotion au collège Soarano Ambalavao, juin 2024.

« L'installation d'un Conseiller Agricole de Proximité dans notre commune en 2021 a véritablement apporté des bénéfices considérables à notre exploitation. Grâce aux conseils technico-économiques prodigués par Cap Malagasy, notre exploitation a connu une amélioration significative. Auparavant, bien que nous recevions des formations de techniciens, nous éprouvions des difficultés à les mettre en pratique, d'autant plus qu'ils ne nous rendaient visite que très rarement dans l'année. Aujourd'hui, nous pouvons compter sur l'accompagnement constant du Conseiller Agricole tout au long de la campagne agricole. Cette présence régulière et ce soutien continu ont eu un impact significatif non seulement sur notre production, mais également sur nos revenus. » VELO Suzanne, OP Salamanga Commune Marofandilia Menabe, juin 2024.

Les paysans relais

Offrir des services à ses quelques 300 000 membres représentait un défi majeur pour Fifata, qu'elle a commencé à relever dès 2008 en inventant la notion de paysans relais, guidée par deux principes : pérennité et proximité. Ce dispositif apparaissait indispensable pour compléter le réseau de techniciens ou de conseillers agricoles, à jamais insuffisant pour couvrir le très grand nombre d'exploitations.

Pérennité pour prolonger durablement les acquis des projets qui durent au mieux 5 ans et faire face à l'incertitude de la politique agricole de l'Etat. Et proximité pour que les services soient facilement accessibles aux paysans par la distance, le coût, sans barrière psychologique ou sociale.

Les paysans relais assurent la diffusion technique, animent leurs groupements et sont chargés de la communication horizontale (entre pairs) et verticale (entre l'OP régionale et leur organisation locale).

Le paysan relais est obligatoirement membre d'une organisation paysanne de base. Il est sélectionné par les membres de son organisation, parfois avec le soutien du technicien qui l'accompagne, après avoir démontré ses compétences techniques au cours de formations ou d'accompagnements.

Les paysans relais utilisent des outils adaptés pour remplir leurs rôles et assumer leurs responsabilités. Leur premier outil : leur exploitation. Elle doit accueillir des itinéraires techniques sur l'une des filières de l'OPR à laquelle ils adhèrent, économiquement rentables. Ces exploitations « inspirantes » servent de supports de formation et de diffusion technique, principalement à travers formations pratiques et échanges. Les paysans relais utilisent divers supports tels que des kits de formation (bâches, petits livrets, vidéos) et du matériel en agroécologie.

L'action du paysan-relais s'inscrit dans une démarche associative. La rémunération intervient uniquement lorsqu'il y a fournitures d'intrants (semences, alevins, ...) ou une offre de gestes techniques précis (vaccinations...). Pour soutenir ces services, Fifata, dans la mesure de ses possibilités, fournit des dotations aux paysans relais afin de les aider dans la démonstration, la prestation de services, les déplacements et la communication.

Les services offerts par les paysans relais sont très divers. Avec une prédominance autour du poulet gasy, notamment de la santé, de l'agroécologie et de la filière pomme de terre, de la production de semences, de plants forestiers et fruitiers, de l'accompagnement à la mise en marché. Ils incluent la fourniture de conseils et de services liés aux itinéraires techniques.

Ces accompagnements permettent également de structurer les agriculteurs autour de filières, avec la création de plus de 300 organisations de producteurs au niveau communal (union communale) ou sous forme de groupements inter-producteurs (Interprod).

Fifata mobilise aujourd'hui plus de 1 900 paysans relais dont 75% en Haute Matsiatra, Vakinankaratra, Analamanga, Itasy et Amoron'i mania.

De 2008 à 2024, Fifata a avancé progressivement. En partenariat avec Fert, Fifata a mobilisé des ressources techniques, matérielles et financières pour mettre en place, opérationnaliser et accompagner ce dispositif au fil des ans. Cela inclus des formations, des ateliers, des dotations et des conseils spécialisés.

Les modules de formation visent à renforcer leur maîtrise des techniques agricoles spécifiques à leur filière, développer leurs compétences d'animateur et leurs qualités de leader, améliorer leurs capacités en gestion d'exploitation et de leur organisation.

Convaincu de l'efficacité du dispositif de paysan relais, Fifata engage régulièrement des réflexions pour améliorer les approches. Elle met à jour les compétences techniques et en développe de nouvelles (comme la commercialisation, la posture de paysan relais, et la planification), à travers des analyses des besoins et des bilans réalisés avec les agriculteurs membres.

Des chiffres illustrent bien l'impact de l'action des paysans relais.

Exemples (sur 3 ans) :

- Production de 2 230 000 arbres contribuant au reboisement de 830 ha de surface en reboisement individuel ;
- Production plus de 150 tonnes de plants de pomme de terre de variétés Maneva et Meva au niveau de 9 régions ;
- Approvisionnement et emploi de 1 280 000 doses de vaccins pour poulet gasy contribuant à la production de 845 000 têtes de poulets générant un surplus de revenus de 12 650 000 000 Ariary (soit 2 816 000 Euros) pour 9 000 exploitations agricoles familiales.

7. La nécessité de « faire groupe »

A ses débuts, Fifata mettait elle-même en œuvre les services qu'elle proposait.

Puis, de nouveaux services, économiques, furent logés dans des organisations spécialisées, imposées de l'extérieur. Avec des succès divers et des liens plus ou moins lâches avec Fifata.

La liste des services rendus par Fifata continua à croître, les organisations correspondantes à ces services aussi. Fifata comprit qu'il lui fallait impérativement en conserver le contrôle, ou, à tout le moins, une possibilité de faire entendre sa voix dans les organes de gouvernance. Il s'avérait également indispensable que les compétences des uns enrichissent celles des autres. C'est de cette volonté que le groupe Fifata est né, vers 2013.



"Ensemble, au service des agriculteurs"

7.1. Les « combats » de Fifata nourris par les compétences des OPS.

Si la voix de Fifata est entendue sur ses principaux « combats », c'est bien sûr parce que ses responsables sont des paysans qui connaissent de l'intérieur leurs réalités professionnelles. Mais c'est aussi parce qu'elle se nourrit de l'expertise de ses OPS. Les arguments qu'elle avance ont été polis à l'épreuve de la réalité.

Fekama et les collègues agricoles ont construit pas à pas des formations agricoles de qualité. Ils en connaissent les contraintes, les atouts, en maîtrisent la dimension pédagogique (les référentiels par exemple) et technique (les filières locales) et sont parfaitement armés pour militer pour une formation agricole adaptée aux campagnes malgaches. Ils partagent leur connaissance du sujet avec Fifata.

Les Cecam et Fifata ont vécu ensemble l'expérience du financement agricole par le crédit, et ses limites. Fifata, s'appuyant sur cette compétence, a pu engager le dialogue sur le FDA et aujourd'hui parler des fifatantsaha en connaissance de cause.

Le plaidoyer de Fifata sur le foncier ne serait pas si convaincant sans le vécu des fédérations régionales, au plus près du terrain, et de la SIF.

Fifata ne serait pas aussi crédible dans ses approches pour une meilleure commercialisation, si elle n'avait pas tenté de nombreux essais parfois douloureux au cours de ces 35 ans d'existence.

Le conseil agricole de proximité est en passe de gagner une place majeure dans le paysage agricole. Cap Malagasy est là pour attester du plus qu'il offre aux paysans.

7.2. L'agroécologie, une compétence devenue transversale

Le Ceffel a joué un rôle essentiel sur une thématique transversale qui aujourd'hui est adoptée par l'ensemble du groupe : l'agroécologie.

Comme beaucoup d'autres pays, Madagascar est fortement affectée par le changement climatique. Les agriculteurs constatent que, ces dernières années, la température continue d'augmenter, les précipitations sont plus imprévisibles, et les événements climatiques deviennent de plus en plus violents, entraînant sécheresses et inondations. Outre ces phénomènes naturels, la dégradation des sols, l'émergence de bio agresseurs de plus en plus redoutables et l'augmentation des prix des intrants fragilisent les exploitations agricoles familiales.

Ces dernières sont confrontées à une instabilité croissante de la production, une diminution des revenus et une vulnérabilité accrue. Fifata a décidé que sa vision de l'agriculture serait aussi respectueuse de l'environnement, visant à contrer les effets néfastes du changement climatique, mais aussi, autant que faire se peut, à l'atténuer.

Depuis 2014, l'association Ceffel offre des solutions concrètes, développées à partir des expérimentations menées sur son exploitation et testées en milieu paysan qui touchent à la gestion de la fertilité des sols, de l'eau, des bio agresseurs, à l'accès aux semences et au reboisement. Ce qui se traduit par exemple sur la pomme de terre par la réduction de l'utilisation d'engrais minéraux ou de la fréquence de traitement avec des pesticides. Et des résultats significatifs en termes de marge. Le Ceffel a fait un très gros effort de formation dans ce domaine, notamment vis-à-vis des conseillers agricoles (la diffusion des pratiques agroécologiques tient une place importante dans leur quotidien) et des paysans relais.

Les agriculteurs expriment leurs besoins par l'intermédiaire des conseillers agricoles et les travaux de recherche-action sont menés en collaboration avec Ceffel. Les enseignements en sont exploités et diffusés, afin que tous les membres du Groupe Fifata puissent bénéficier des résultats de ces innovations.

L'agroécologie fait partie intégrante du référentiel de formation des jeunes dans les collèges agricoles. Les pratiques agroécologiques développées sur les exploitations pédagogiques des collèges sont adaptées aux contextes régionaux spécifiques. Le développement de ces pratiques se fait en étroite collaboration avec Ceffel. Les résultats des expérimentations sont utilisés dans les collèges, lesquels deviennent des « références » au niveau régional.

Les membres des OPR visitent les collèges agricoles pour acquérir des compétences pratiques, et les bonnes pratiques sont également diffusées localement par les jeunes.

7.3. Les paysans relais, l'affaire de tous

La formation des paysans relais est un processus long qui mobilise diverses compétences au sein du groupe Fifata. Cap, Ceffel, Fifata en ont conçu les modules et se partagent la mise en œuvre.

L'action des paysans relais s'appuie sur des référentiels technico-économiques construits à partir des exploitations agricoles familiales accompagnées par les conseillers agricoles et des expérimentations conduites par le Ceffel. Le Monopoly agricole, (Kilalaom-pitananana), un outil conçu par les équipes du groupe qui permet à tous les producteurs, même illettrés, de comprendre la logique des dépenses, des recettes et des bénéfices au niveau de l'exploitation. E-roso, autre outil développé par le Groupe Fifata, autorise des analyses plus approfondies, mais facilement accessibles aux agriculteurs.

7.4. Elus et techniciens au-delà des frontières de leurs organisations

Formagri nouvelle formule n'existerait pas sans le concours de tous les acteurs du groupe Fifata. Ils sont structurellement représentés dans ses organes de gouvernance. Les OPR, FFLP et les OPS donnent la main au recrutement de leurs stagiaires. Pour certaines OPR ou OPS, le soutien à la formation va jusqu'à être inclus dans leur programme de travail annuel. Les stagiaires issus du Groupe Fifata (élus et techniciens) suivent une formation au sein de FFLP avant de postuler à l'Université Paysanne.

Des élus comme des techniciens interviennent dans la formation en qualité d'experts ou de témoins. Les dossiers syndicaux jugés prioritaires par Fifata charpentent le cursus de Formagri. Les jurys de soutenance, composés en partie de professionnels, comptent bien souvent des membres du groupe Fifata, élus ou techniciens. C'est l'occasion d'apprécier et de conseiller la future relève dans sa capacité à défendre une position syndicale. Les OP d'origine des stagiaires sont invitées à assister à leurs soutenances. Un suivi des stagiaires est assuré par leur OP. La communication de Formagri est optimisée en utilisant le réseau existant au sein du Groupe Fifata.

Tous les membres du groupe Fifata dans les régions, ainsi que les techniciens et élus, sont impliqués là aussi dans le recrutement des nouveaux élèves des collèges agricoles. Les élus des OPR s'engagent à recruter un jeune par an. Le référentiel de formation de Fekama prévoit la mise en pratique des compétences acquises à travers des stages. Les OPR et Cap Malagasy s'assurent que leurs membres « maîtres de stage », sont en mesure de répondre aux besoins des stagiaires (par des filières diversifiées et des conduites techniques maîtrisées). Les techniciens et les paysans du groupe Fifata s'impliquent dans les évaluations et dans l'appréciation des projets professionnels des jeunes qui se doivent d'être réalisables et

rentables. L'accompagnement des jeunes sortants est l'« affaire de tous » (« Kitangorona », terme malgache adopté par Fifata pour évoquer la notion de réunir les efforts de tout le groupe Fifata au service d'une cause ou d'un public), des techniciens (socio-orga et conseillers technico-économiques) des OPR, de conseillers de Cap Malagasy, ainsi que des élus et des représentants des paysans relais dans chaque région. Pour faciliter leur intégration, les jeunes agriculteurs bénéficient d'un accompagnement de trois ans pour la mise en œuvre de leur projet professionnel. Cet accompagnement est assuré localement par l'ensemble du groupe Fifata, incluant les techniciens.

Dans son bilan de 10 ans réalisé en 2023, FFLP a souligné encore davantage la nécessité de poursuivre les efforts pour mieux travailler ensemble pour accéder à une plus grande maturité organisationnelle.

Développer les synergies entre membres du groupe Fifata est un travail de tous les jours, difficile, un peu contre nature. Il est plus facile de rester dans son pré carré, que d'aller au-devant des autres. Les occasions de rencontres, d'échanges, de discussions, de travail en commun ne manquent pas : les commissions de Fifata, les ateliers, les anniversaires, les formations... Plus elles se multiplieront, plus le groupe Fifata sera fort.

Mais c'est à la relève des leaders paysans, des paysans relais, des conseillers passés par FFLP, Formagri, Fekama, Ceffel et Cap Malagasy que reviendra le soin de maintenir et développer cet esprit « Fifata », que, contre vents et marées, leurs aînés ont su entretenir depuis 35 ans.

Principaux sigles

AFD :	Agence française de développement
APIFM :	Association professionnelle des institutions financières mutualistes
CECAM :	Caisses d'épargne et de crédit agricole mutuels
CNAF :	Comité national de l'agriculture familiale
DRAE :	Direction régionale de l'agriculture et de l'élevage
EAF :	Exploitation agricole familiale
FDA :	Fonds de Développement Agricole
FIDA :	Fonds International de Développement Agricole
FIPA :	Fédération internationale des producteurs agricoles
FRM :	Forum rural mondial
GVEC :	Groupement villageois d'entraide communautaire
IMF :	Institution de microfinance
OPB :	Organisation paysanne de base
OPF :	Organisation paysanne faîtière
OPR :	Organisation paysanne régionale
OPS :	Organisation paysanne spécialisée
PR :	Paysan relais
SACAU :	Southern african confederation of agricultural unions
SIF :	Solidarité des Intervenants sur le Foncier
TTM :	Tranoben'ny Tantsaha Mpamokatra – Chambre d'agriculture de Madagascar

Annexes

Stratégie Fifata 2025-2029

Vision : « Pour une agriculture familiale, professionnelle, compétitive, qui s’agrandit, dans le respect de l’environnement »

Missions :

- Offrir des services concrets et efficaces répondant aux besoins des membres et contribuant à la sécurité alimentaire de Madagascar ;
- Faire entendre la voix des agriculteurs et être force de propositions pour des politiques publiques et des programmes prenant en compte les intérêts de agriculteurs et l’intérêt du pays.

Principes et valeurs : « *Kitangorona* » (ensemble au service des agriculteurs, les agriculteurs au cœur de l’action, mutualisme et solidarité)

Axes stratégiques :

1. Des exploitations agricoles familiales professionnelles, compétitives, qui s’agrandissent dans le respect de l’environnement

- Des services concrets adaptés aux besoins des exploitations agricoles familiales (EAF) (fifatantsaha / crédit, santé animale, semences, stockage...).
- Des pratiques agroécologiques et une bonne gestion de l’eau pour lutter contre les effets des changements climatiques.
- Des jeunes formés et insérés professionnellement pour assurer la relève des exploitations (collèges agricoles).
- Des femmes motrices dans l’innovation et la diversification des activités agricoles.
- Des exploitations dont la gestion, la sécurité et le bien-être des familles s’améliore (sécurisation foncière, équipement, nutrition ...).

2. Une base forte du Groupe Fifata en régions au service des EAF

- Des leaders agricoles bien formés et engagés, dont une part croissante de femmes et de jeunes, qui pilotent leurs organisations et les services aux membres.
- Des services de proximité via un réseau de paysans relais portés par les OP régionales (OPR) membres de Fifata.
- Des services innovants (recherche-action) et de qualité, proposés par les OP spécialisées (OPS) du Groupe Fifata.
- Des services technico-économiques pour une meilleure production et valorisation des produits agricoles.
- Des OPR qui défendent les intérêts des agriculteurs.

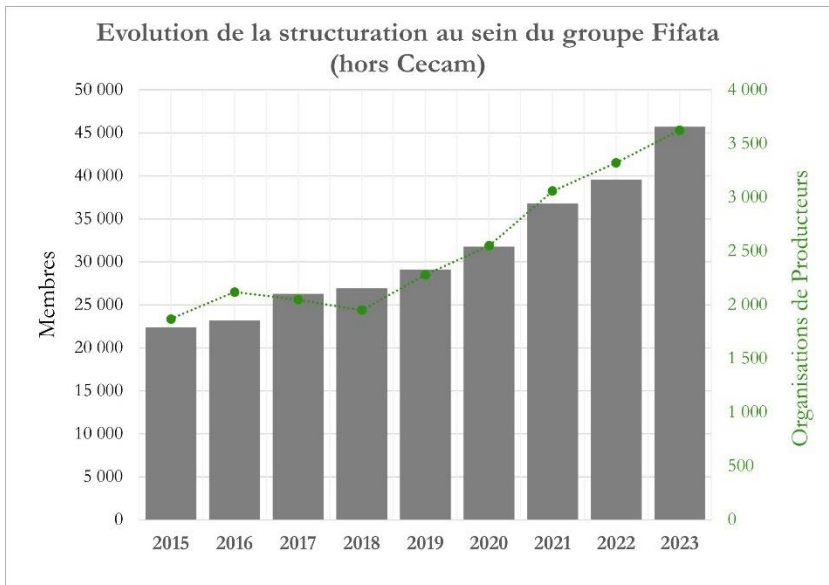
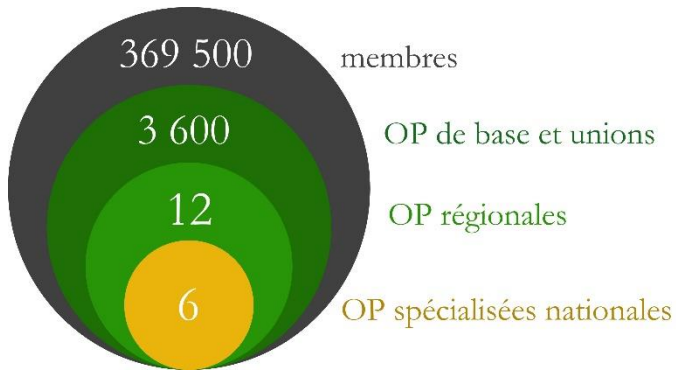
3. Une professionnalisation des services pilotés par le Groupe Fifata

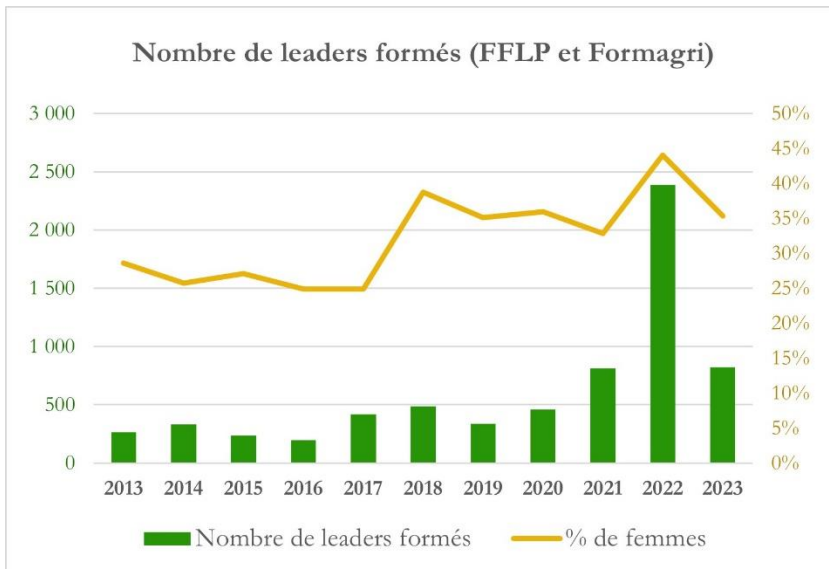
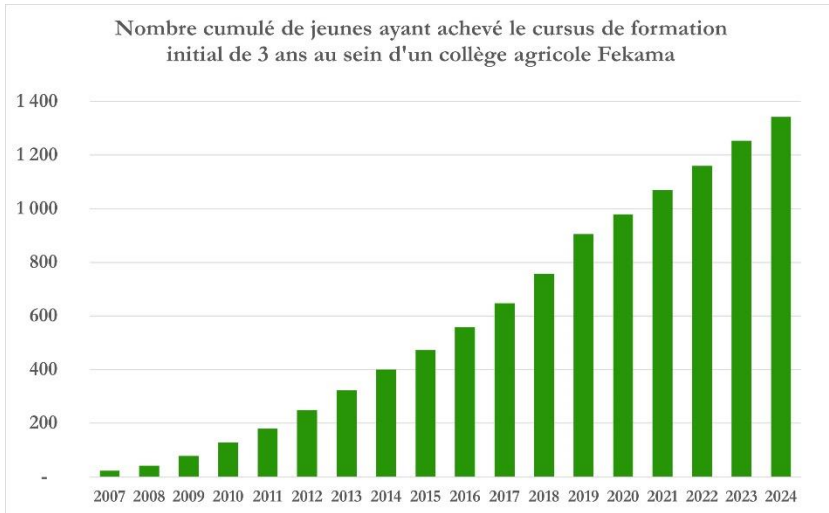
- Structuration et professionnalisation des services et des filières au sein du Groupe Fifata.
- Des outils de suivi-évaluation au service des producteurs et de leurs OP.
- Fifata, une force syndicale qui défend les EAF, particulièrement les femmes et les jeunes, avec le soutien de réseaux et d'alliances.
- Une communication sincère et commune au Groupe Fifata.

4. Un modèle économique visant viabilité et croissance

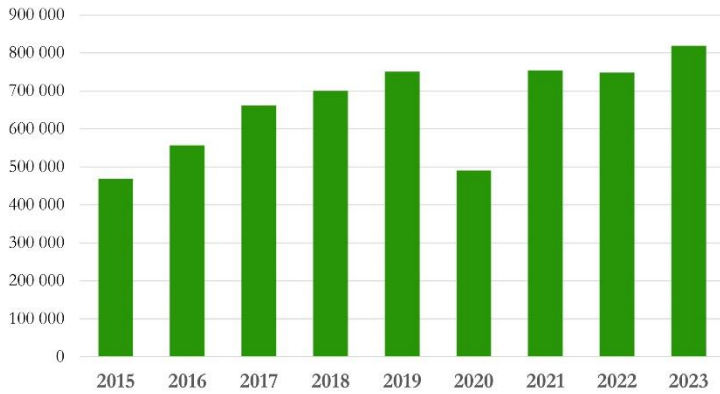
- Les cotisations : base de l'appartenance au Groupe Fifata et du droit aux services.
- Le Fifatantsaha : dispositif d'entraide au sein des OP pour accéder à une trésorerie suffisante et couvrir les besoins familiaux et agricoles
- Des services techniques et économiques payés par les producteurs sur base d'analyses coûts-bénéfices.
- Des services de proximité et durables proposés à « coût social » par un important réseau de paysans relais.
- Des missions de services publics nécessitant une prise en charge par l'Etat et/ou le financement par des partenaires techniques et financiers pour accroître le volume, la qualité, l'impact et la pérennisation des services.
- Une gestion financière professionnelle (formations, audits...)

Le Groupe Fifata en 2023





Groupe Fifata - Santé animale
Doses de vaccins administrées 2015-2023



Quantité de produits stockés par le groupe Fifata
(en tonnes)





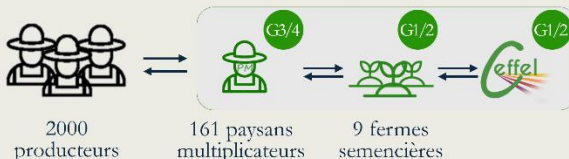
Structuration de filière

Le cas de la filière

Plants de pommes de terre

Historique du service	2014	Adoption d'un plan stratégique au niveau du groupe Fifata pour l'approvisionnement de plants sains
	2015	Premiers paysans multiplicateurs
	2017	Expertise et développement du service
	2020	Mise en place de fermes semencières
	2023	Construction d'une serre in-vitro et d'un laboratoire

Le service en 2023 Du local au national, une communication structurée permet la remontée des besoins, la diffusion des plants et leur traçabilité.



Quelques chiffres	8 t de plants prébase G1 à G2 produits par Ceffel / an
	55 t de plants vendus / an, bénéficiant à 9 régions
	161 paysans multiplicateurs
	50 bâtiments de stockage des plants

Autonomie financière	38% du coût du service financé par les producteurs
	Un financement extérieur encore important lié à : <ul style="list-style-type: none"> - La relative jeunesse du service - Un nombre d'agriculteurs engagés encore limité - Les coûts de recherche et développement

Bénéfices pour 2 000 producteurs	Résistance aux maladies et rendements améliorés
	Augmentation de la production et des ventes
	1 € de coût du service rapporte 3,66 € de marge supplémentaire au producteur

Achévé d'imprimer en septembre 2024

Fifata a été créée en 1989 par des producteurs de deux régions des Hautes Terres de Madagascar, Amoron'i Mania et Vakinankaratra. Fifata a progressivement essaimé sa démarche de structuration des producteurs autour de services répondant à leurs besoins ; ceci a conduit à la création, par les agriculteurs, d'OP locales et régionales. Pour renforcer les services aux membres, Fifata a facilité, au fil des années, avec l'accompagnement de Fert, la création d'organisations paysannes spécialisées chacune dans un domaine de compétences (formation, conseil, finances...). Ces OPS répondent aux besoins des OPR membres de Fifata dans 12 régions, auprès des 369 500 membres regroupés au sein de 7 390 OP de base.

Ceffel accompagne l'innovation agricole, pour favoriser la transition agroécologique des exploitations dans les filières fruits et légumes. Cap Malagasy améliore les revenus des agriculteurs par une démarche de conseil technico-économique en proximité des exploitations et des OP. Fekama fédère 6 collèges agricoles qui forment, en formation initiale et continue, des jeunes au métier d'agriculteur ; ces jeunes sont ensuite accompagnés dans leur insertion professionnelle par l'ensemble des organisations du Groupe Fifata. FFLP (unité de formation des leaders au sein du Groupe Fifata) et Formagri avec son Université Paysanne, assurent la formation des leaders paysans. Cecam répond aux besoins de financement des agriculteurs et enfin la SIF défend le droit des agriculteurs pour l'accès à la terre et la sécurisation foncière. L'ensemble de ces organisations, animé par Fifata, constitue le Groupe Fifata et travaille au service d'une même vision pour « Une agriculture familiale, professionnelle, compétitive et qui s'agrandit dans le respect de l'environnement ».

